

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU
DEVELOPPEMENT

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS
AUPRES DE L'ASCNPD



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

NATIONAL CIVIC SERVICE AGENCY FOR PARTICIPATION IN
DEVELOPMENT

INTERNAL PROCUREMENT COMMITTEE

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°005/AONO/ASCNPD/CIPM/2023

DU 16 MAI 2023

POUR :

- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DE L'ADAMAOUA, DU NORD ET DE L'EXTREME-NORD (LOT 1);
- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU CENTRE (1&2), DE L'EST ET DU SUD (LOT 2);
- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU LITTORAL, DU NORD-OUEST, DE L'OUEST ET DU SUD-OUEST (LOT 3)

EN PROCEDURE D'URGENCE

Maître d'Ouvrage : Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement

Autorité contractante : Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement

Délai d'exécution : Vingt (20) jours

Montants prévisionnels :

Treize millions cinq cent mille (13 500 000) FCFA (lot 1)

Dix-huit millions (18 000 000) FCFA (lot 2)

Dix-huit millions (18 000 000) FCFA (lot 3)

Financement : Budget ASCNPD 2023

Imputations : 2023 144 04 320 000 222 817 (lot 1)

2023 144 02 320 000 222 818 (lot 2)

2023 144 02 320 000 222 819 (lot 3)

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

2023

SOMMAIRE

Pièce N° 1 : Avis d'Appel d'Offres (AAO)

Pièce N° 2 : Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)

Pièce N° 3 : Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)

Pièce N° 4 : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Pièce N° 5 : descriptif de la fourniture

Pièce N° 6 : cadre du Bordereau des Prix unitaires

Pièce N° 7 : cadre du Détail estimatif et quantitatif

Pièce N° 8 : cadre du Sous détail des Prix unitaires

Pièce N° 9: Modèles du Marché

Pièce N° 10: Modèles de Pièces

Pièce N° 11 : Liste des établissements et organismes financiers autorisés à émettre des Cautions dans le cadre des Marchés Publics

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU
DEVELOPPEMENT

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS
AUPRES DE L'ASCPND



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

NATIONAL CIVIC SERVICE AGENCY FOR PARTICIPATION IN
DEVELOPMENT

INTERNAL PROCUREMENT COMMITTEE

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°005/AONO/ASCPND/CIPM/2023

DU 16 MAI 2023

POUR :

- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DE L'ADAMAOUA, DU NORD ET DE L'EXTREME-NORD (LOT 1);
- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU CENTRE (1&2), DE L'EST ET DU SUD (LOT 2);
- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU LITTORAL, DU NORD-OUEST, DE L'OUEST ET DU SUD-OUEST (LOT 3)

EN PROCEDURE D'URGENCE

Maître d'Ouvrage : Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement

Autorité contractante : Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement

Délai d'exécution : Vingt (20) jours

Montants prévisionnels :

Treize millions cinq cent mille (13 500 000) FCFA (lot 1)

Dix-huit millions (18 000 000) FCFA (lot 2)

Dix-huit millions (18 000 000) FCFA (lot 3)

Financement : Budget ASCPND 2023

Imputations : 2023 144 04 320 000 222 817 (lot 1)

2023 144 02 320 000 222 818 (lot 2)

2023 144 02 320 000 222 819 (lot 3)

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Pièce N°1: Avis d'Appel d'Offres (AAO)

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT****DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT****N°005/AONO/ASCPND/CIPM/2023 DU 16 MAI 2023****POUR :**

- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DE
L'ADAMAOUA, DU NORD ET DE L'EXTREME-NORD (LOT 1);
- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU CENTRE
(1&2), DE L'EST ET DU SUD (LOT 2);
- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU LITTORAL,
DU NORD-OUEST, DE L'OUEST ET DU SUD-OUEST (LOT 3)
EN PROCEDURE D'URGENCE

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre du projet cité en référence, le Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement (ASCPND), lance un Appel d'Offres National Ouvert pour :

- l'acquisition du matériel d'installation des volontaires pionniers des Régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord (lot 1);
- l'acquisition du matériel d'installation des volontaires pionniers des Régions du Centre (1&2), de l'Est et du Sud (lot 2) ;
- l'acquisition du matériel d'installation des volontaires pionniers des Régions du Littoral, du Sud-Ouest, du Nord-Ouest et de l'Ouest (lot 3).

2. Consistance des prestations

La consistance des prestations à produire dans le cadre du présent appel d'offres est décrite dans la pièce N°5 du présent dossier.

3. Délai et lieu de livraison

Le délai de livraison prévu est de **vingt (20) jours maximum**. Les fournitures seront livrées dans les Chefs-lieux des Agences Régionales correspondantes comme l'indique le tableau suivant :

LOT	REGION	CHEF-LIEU	DEPARTEMENT	ARRONDISSEMENT	SITE
LOT 1	ADAMAOUA	Ngaoundéré	FARO ET DEO	TIGNERE	MAYO BADJI
	NORD	Garoua	MAYO-LOUTI	FIGUIL	BIDZAR 1
	EXTREME-NORD	Maroua	DIAMARE	GAZAWA	GAZAWA
LOT 2	CENTRE	Yaoundé	HAUTE SANAGA	NANGA EBOKO	KA'A
			NYONG ET SO'O	MENGUEME	NKOMESSEBE
	EST	Bertoua	HAUT NYONG	DIMAKO	DIMAKO
	SUD	Ebolowa	DJA ET LOBO	ZOETELE	MINKOUMOU-NKOLFITI
LOT 3	LITTORAL	Douala	SANAGA MARITIME	DIBAMBA	POUT-TOB/LOGBADGECK
	NORD-OUEST	Bamenda	BUI	OKU	MBOH
	OUEST	Bafoussam	NOUN	KOLOPTAMO	BANKOUOP
	SUD-OUEST	Buea	FAKO	BUEA	BOKWAONGO

4. Allotissement

Les prestations se feront en trois (03) lots :

- l'acquisition du matériel d'installation des volontaires pionniers des Régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord (lot 1);
- l'acquisition du matériel d'installation des volontaires pionniers des Régions du Centre (1&2), de l'Est et du Sud (lot 2) ;
- l'acquisition du matériel d'installation des volontaires pionniers des Régions du Littoral, du Sud-Ouest, du Nord-Ouest et de l'Ouest (lot 3).

5. Coût prévisionnel

Les coûts prévisionnels des opérations à l'issue des études préalables sont de **treize millions cinq cent mille (13 500 000) FCFA TTC pour le lot 1, dix-huit millions (18 000 000) FCFA TTC pour le lot 2 et dix-huit millions (18 000 000) FCFA TTC pour le lot 3.**

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux sociétés de droit camerounais.

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le budget d'Investissement Public de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement pour le compte de l'exercice budgétaire 2023. Imputations : 2023 144 02 320 000 222 817 (lot 1), 2023 144 02 320 000 222 818 (lot 2) et 2023 144 02 320 000 222 819 (lot 3).

8. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables, au Service Interne de la Gestion des Marchés Publics (SIGAMP) de l'ASCNPD, sis à l'immeuble siège de l'ASCNPD au quartier ESSOS à Yaoundé, Tél. 699 97 33 71/675 21 38 38, dès publication du présent avis.

9. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier de consultation peut être retiré au Service Interne de la Gestion des Marchés Publics (SIGAMP) de l'ASCNPD, sur présentation d'une quittance de versement au compte CAS ARMP N°335988 ouvert auprès des agences BICEC d'une somme non remboursable de **vingt-mille (20 000) FCFA**. La copie du reçu de ce versement sera annexée au dossier de consultation.

10. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir au Service des Marchés de l'ASCNPD, au plus tard **le 21 JUIN 2023 à 12 heures**, heure locale. Elles devront porter la mention suivante :

« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°005/AONO/ASCNPD/CIPM/2023 DU 16 MAI 2023

POUR :

-ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DE
L'ADAMAOUA, DU NORD ET DE L'EXTREME-NORD (LOT 1);

- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU CENTRE
(1&2), DE L'EST ET DU SUD (LOT 2);

- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU LITTORAL,
DU NORD-OUEST, DE L'OUEST DU SUD-OUEST (LOT 3)

EN PROCEDURE D'URGENCE

LOT N°.....

A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Les offres parvenues après les date et heure limites de dépôt ne seront pas reçues.

11. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission établie par une banque ou assurance de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances

et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO d'un montant de **deux cent vingt mille (270 000) francs CFA pour le lot 1, trois cent soixante mille (360 000) francs CFA pour le lot 2 et trois cent soixante mille (360 000) pour le lot 3** et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date limite de validité des offres.

12. Recevabilité des offres

(1) Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellés.

(2) Les plis visés à l'alinéa 1 ci-dessus, portant le numéro et l'objet de l'appel d'offres, sont adressés au Maître d'Ouvrage. Ils ne doivent donner aucune indication sur l'identité du soumissionnaire.

(3) Les plis contenant les offres doivent être déposés contre récépissé au lieu indiqué dans l'avis d'appel d'offres.

(4) Lors de leur réception, les plis sont revêtus d'un numéro d'ordre, de l'indication de la date, de l'heure de remise, et enregistrés dans l'ordre d'arrivée sur un registre spécial édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics. Ils doivent rester scellés jusqu'au moment de leur ouverture.

(5) L'ouverture de la séance de dépouillement doit se faire au plus tard une (01) heure après celle limite de réception des offres fixées dans le dossier d'appel d'offres.

(6) Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures de dépôt sont irrecevables.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un seul temps.

L'ouverture des dossiers administratifs, des offres techniques et financières aura lieu **le 21 JUIN 2023 à 13 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de l'ASCNPD dans la salle des réunions de l'Immeuble siège.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix, dûment mandatée (procuration signée par l'autorité compétente accompagnée d'une photocopie certifiée conforme de la Carte Nationale d'Identité du mandataire).

14. Critères d'évaluation

14.1 – Critères éliminatoires

- Absence ou non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;
- fausse(s) déclaration(s) ou pièce falsifiée(s) ;
- non-conformité d'une pièce administrative après 48 h accordées par la CIPM pour se conformer ;
- absence d'un prix unitaire quantifié ;
- non-satisfaction d'au moins 8/10 avis favorables pour les critères essentiels ;
- non satisfaction des spécifications techniques minimales requises par le DAO ;
- non-respect des caractéristiques techniques des engrais, insecticides, herbicides et fongicides ;
- absence d'homologation des produits phytosanitaires en cours de validité délivrée par le MINADER ;
- Absence d'une déclaration sur l'honneur attestant que l'entreprise n'a abandonné aucun contrat lié à la commande publique (Lettre Commande ou Marché) au cours des trois (03) dernières années et qu'elle ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministre des Marchés Publics.

14.2 – Critères essentiels

- présentation générale de l'offre (reliure, pièces rangées dans l'ordre avec les intercalaires en couleur y compris dans les copies) ;
- prospectus en couleur des fournitures proposées par le soumissionnaire ;
- service après-vente ;
- certificat de garantie ;

- spécifications techniques du matériel proposé ;
- expériences générales (faire la preuve d'avoir exercé au moins cinq (05) ans dans la fourniture des biens;
- expériences spécifiques (au moins une (01) prestation similaire réalisée durant les trois (03) dernières années par le soumissionnaire);
- planning et délai de livraison ;
- preuves d'acceptation des conditions du marché (Copies du CCAP, des spécifications techniques des fournitures sollicitées et du projet de marché, complétées, paraphées à chaque page, signées, cachetées et datées à la dernière page, avec la mention « lu et approuvé » ;
- attestation de capacité financière d'au moins **sept millions (7 000 000) pour le lot 1, neuf millions (9 000 000) pour le lot 2 et neuf millions (9 000 000) pour le lot 3** délivrée par un établissement bancaire de premier ordre.

15. Attribution du Marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins-disante et ayant satisfait aux critères éliminatoires et à **8/10 avis favorables des critères essentiels**. Un soumissionnaire ne peut être attributaire que d'un seul lot.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Service Interne de la Gestion des Marchés Publics (SIGAMP) de l'ASCNPD, sis à l'immeuble siège de l'ASCNPD au quartier ESSOS à Yaoundé, Tél. 699 97 33 71/675 21 38 38, dès publication du présent avis.

Yaoundé, le 16 MAI 2023

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'ASCNPD

Ampliatiions :

- MINMAP (pour information)
- ARMP (pour publication et archivage)
- Président CPM (pour information)
- Affichage (pour large diffusion)
- Service des marchés (pour archivage)
- Affichage (pour information)



**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N°005/ONIT/NCSAPD/IPC/2023 ON THE 16th MAY 2023
FOR:**

- **THE PURCHASE OF EQUIPMENT FOR VOLUNTEERS INSTALLATION IN OF ADAMAWA, NORTH AND FAR-NORTH REGIONS (LOT 1);**
 - **THE PURCHASE OF EQUIPMENT FOR VOLUNTEERS INSTALLATION OF CENTRE, EAST AND SOUTH REGIONS (LOT 2);**
 - **THE PURCHASE OF EQUIPMENT FOR VOLUNTEERS INSTALLATION OF LITTORAL, NORTH-WEST, WEST AND SOUTH-WEST, REGIONS (LOT 3)**
- EMERGENCY PROCEDURE**

1. Subject of the invitation to tender

Within the framework of this project in reference, the General Manager of the National Civic Service Agency for Participation in Development (NCSAPD) launches an open national invitation to tenders for :

- the purchase of equipment for volunteers installation in of Adamawa, North and Far-North regions (lot 1);
- the purchase of equipment for volunteers installation of Centre, East and South regions (lot 2);
- the purchase of equipment for volunteers installation of Littoral, North-West, West and South-West, regions (lot 3).

2. Consistency of the supply

The farm equipment and inputs to be executed under this present open national invitation to tender is described in the file N°5.

3. Execution deadline

The maximum deadline for the execution of the works shall be **twenty (20) days**.

The supplies shall be delivered at the respective head offices of related regional Agencies as follows :

LOT	REGION	TOWN	DIVISION	SUB DIVISION	SITE
LOT 1	ADAMAWA	Ngaoundere	FARO AND DEO	TIGNERE	MAYO BADJI
	NORTH	Garoua	MAYO-LOUTI	FIGUIL	BIDZAR 1
	FAR NORTH	Maroua	DIAMARE	GAZAWA	GAZAWA
LOT 2	CENTRE	Yaounde	HAUTE SANAGA	NANGA EBOKO	KA'A
			NYONG AND SO'O	MENGUEME	NKOMESSEBE
	EAST	Bertoua	HAUT NYONG	DIMAKO	DIMAKO
	SOUTH	Ebolowa	DJA AND LOBO	ZOETELE	MINKOUMOU-NKOLFITI
LOT 3	LITTORAL	Douala	SANAGA MARITIME	DIBAMBA	POUT-TOB/LOGBADGECK
	NORTH-WEST	Bamenda	BUI	OKU	MBOH
	WEST	Bafoussam	NOUN	KOUPOTAMO	BANKOUOP
	SOUTH-WEST	Buea	FAKO	BUEA	BOKWAONGO

4. Allotment

Works will be done in three (03) lots :

- the purchase of equipment for volunteers installation in of Adamawa, North and Far-North regions (lot 1);
- the purchase of equipment for volunteers installation of Centre, East and South regions (lot 2);
- the purchase of equipment for volunteers installation of Littoral, North-West, West andouth-West regions (lot 3).

5. Provisional cost

The provisional costs for the works after the previous studies are **FCFA 13,500,000 (thirteen millions and five hundred thousand) for lot 1, FCFA 18,000,000 (eighteen millions) for lot 2 and FCFA 18,000,000 (eighteen millions) for lot 3.**

6. Participation and origin

Participation to the present call for tenders is equally opened to all Companies under Cameroonian law specialized in this domain.

7. Financing

The present call for tenders are financed by the 2023 public investment budget of the National Civic Service Agency for Participation in Development. Imputation: 2023 144 02 320 000 222 817 (lot 1), 2023 144 02 320 000 222 818 (lot 2) and 2023 144 02 320 000 222 819 (lot 3).

8. Consultation of tender file

The tender file may be consulted, during working hours, at the Procurement Service on the 2nd floor, Head office of NCSAPD, ESSOS, Yaoundé, phone number: 699 97 33 71/675 21 38 38, as soon as this notice is published.

9. Acquisition of tender file

The tender file may be obtained at the Procurement Service of the NCSAPD, against payment of a non-refundable amount of **twenty thousand (20,000) francs CFA** accounting for the file acquisition fees into the account No. 335 988 opened in the following BICEC branches under the name “Compte Special CAS ARMP” (ARMP’s Special Account). The copy of the receipt shall be joined to the bid.

10. Submission of tenders

Each tender, drafted in English or French in 07 (seven) copies, that is, 01 (one) original and 06 (six) copies labelled as such, shall be forwarded to the procurement Service, no later than **the 21st JUNE 2023 at noon** local time. Tenders shall be labelled as follows:

**“OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N°004/ONIT/NCSAPD/IPC/2023 ON THE 16h MAY 2023
FOR:**

- **THE PURCHASE OF EQUIPMENT FOR VOLUNTEERS INSTALLATION IN OF ADAMAWA, NORTH AND FAR-NORTH REGIONS (LOT 1);**
- **THE PURCHASE OF EQUIPMENT FOR VOLUNTEERS INSTALLATION OF CENTRE, EAST AND SOUTH REGIONS (LOT 2);**
- **THE PURCHASE OF EQUIPMENT FOR VOLUNTEERS INSTALLATION OF LITTORAL, NORTH-WEST, WEST AND SOUTH-WEST REGIONS (LOT 3)**

**EMERGENCY PROCEDURE
LOT N°.....
TO BE OPENED ONLY AT THE OPENING SESSION”**

The bids deposited after the official date and hour indicated in the tender file shall be irreceivable at the opening session.

11. Bid bond

Each bidder shall include in their administrative documents a deposit (in compliance with the model attached) issued by a first- class banking institution approved by the Ministry in charge of Finance and valid for thirty (30) days with effect from the tender- validity deadline. The amounts of the deposit are **FCFA 270,000 (two hundred and seventy thousand) for lot 1, FCFA 360,000 (three hundred and sixty thousand) for lot 2 and FCFA 360,000 (three hundred and sixty thousand) for lot 3.**

12. Admissibility of tenders

(1) The administrative documents, the technical and financial offers must be put in different, separate and sealed envelopes;

(2) The envelopes referred to in the paragraph above bearing the number and subject of the invitation to tender, are sent to the Contracting Authority. They must not give any indication of the identity of the tenderer;

(3) The envelopes containing the tenders must be deposited against receipt at the place indicated in the notice of invitation to tender;

(4) Upon reception, the envelopes are given a serial number, an indication of the date, time of delivery, recorded in the order of arrival in a special register edited by the organization responsible for regulating public contracts. They must remain sealed until they are opened;

(5) The opening of the counting session must take place not later than one (01) hour after the deadline for reception of tenders fixed in the tender file;

(6) Bids received after the date and time of deposits are irreceivable.

13. Opening of tenders

The bids shall be open in single phase.

The opening of administrative documents, of technical and financial tenders will be on the **21st JUNE 2023 at 1 pm** by the Internal Procurement Committee in the conference hall of the Agency.

Only bidders may attend or be duly represented at this opening of bids by a person of their choice duly authorized (The proxy must be signed by the competent authority accompanied by a certified photocopy of the representative national ID card).

14. Evaluation criteria

The evaluation will be done according to the so-called eliminatory criteria, then according to the so-called essential criteria.

14.1 Eliminatory criteria:

- Absence or no compliance of the bid bond at the opening session;
- False statement (s) or falsified document (s);
- Absence or non-compliance of one of the administrative document after expiry of maximum 48 hours prescribed by the regulation and granted by the IPC;
- Absence of a quantified unit price;
- Non satisfaction of at least **8/10** favourable opinions for the essential criteria;
- Failure to comply with the minimum technical specifications required by the tender document offer.
- No-compliance with the technical characteristics of fertilizers, insecticides, herbicides and fungicides;
- Lack of approval of valid phytosanitary products issued by the Ministry of Agriculture and Rural Development;
- Absence of a declaration on honor attesting that the company has not given up any public contract since the three (03) last years and does not appear on the list of failed companies annually established by the Minister of Public contracts.

14.2 The evaluation of essentials criteria will be on satisfaction or not

For the technical bid many sub-criteria will be:

- The overall presentation (binding, pieces arranged in order with color dividers including in copies;
- Prospectus in color supplies proposed;
- After sale service;
- Certificate of warranty;
- Technical specifications of the proposed material ;
- General services (prove to have exercised at least five (05) years in the supply of goods);
- At least one service performed during the last three (03) years by the tenderer;
- Execution time and delivery deadline;
- Proof of acceptance of the conditions of the contract (Copies of CCAP and technical specification of the supplies) marked on each page, signed and dated on the last page of the draft contract labelled “read and approved”;
- Attestation of financial capacity of at least **seven millions (7 000 000) for the lot 1, nine millions (9 000 000) for the lot 2 and nine millions (9 000 000) for the lot 3** issued by a first-class banking establishment.

15. Award of contract

The contract shall be awarded to the bidder who presents the least tender and a qualified technical offer, in conformity to the eliminatory and essential criteria and having satisfied eliminatory criteria and **8/10 of the essential criteria**. Any bidder should win just one lot.

16. Validity of tenders

Bidders shall remain committed by their offers for a time-period of ninety (90) days from the deadline for submission of tenders.

17. Complementary information

Further information may be obtained during working hours from the procurement Service on the phone numbers: 699 97 33 71/ 675 21 38 38 after publication of this invitation to tender.

Yaounde, the 16TH MAY 2023

The General Manager

Enclosures :

- MINMAP (for information)
- ARMP (for publication and archives)
- President CPM (for information)
- Notice board (for information)
- Service of Contracts (for archives)

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU
DEVELOPPEMENT

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS
AUPRES DE L'ASCPND



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

NATIONAL CIVIC SERVICE AGENCY FOR PARTICIPATION IN
DEVELOPMENT

INTERNAL PROCUREMENT COMMITTEE

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°005/AONO/ASCPND/CIPM/2023 DU 16 MAI 2023

POUR :

- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DE L'ADAMAOUA, DU NORD ET DE L'EXTREME-NORD (LOT 1);
- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU CENTRE (1&2), DE L'EST ET DU SUD (LOT 2);
- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU LITTORAL, DU NORD-OUEST, DE L'OUEST ET DU SUD-OUEST (LOT 3)

EN PROCEDURE D'URGENCE

Maître d'Ouvrage : Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement

Autorité contractante : Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement

Délai d'exécution : Vingt (20) jours

Montants prévisionnels :

Treize millions cinq cent mille (13 500 000) FCFA (lot 1)

Dix-huit millions (18 000 000) FCFA (lot 2)

Dix-huit millions (18 000 000) FCFA (lot 3)

Financement : Budget ASCPND 2023

Imputations : 2023 144 04 320 000 222 817 (lot 1)

2023 144 02 320 000 222 818 (lot 2)

2023 144 02 320 000 222 819 (lot 3)

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Pièce №2: Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)

Sommaire

A. Généralités

Article 1 : Portée de la soumission

Article 2 : Financement

Article 3 : Fraude et corruption

Article 4 : Candidats admis à concourir

Article 5 : Fournitures et Services connexes répondant aux critères d'origine

Article 6 : Qualification du Soumissionnaire

B. Dossier d'Appel d'Offres

Article 7 : Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

Article 8 : Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offre et recours

Article 9 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres

C. Préparation des offres

Article 10 : Frais de soumission

Article 11 : Langue de l'offre

Article 12 : Documents constituant l'offre

Article 13 : Prix de l'offre

Article 14 : Monnaies de l'offre

Article 15 : Documents attestant l'admissibilité du Soumissionnaire

Article 16 : Documents attestant l'admissibilité des fournitures

Article 17 : Documents attestant de la conformité des fournitures

Article 18 : Documents attestant la qualification du soumissionnaire

Article 19 : Caution de soumission

Article 20 : Délai de validité des offres

Article 21 : Forme et signature de l'offre

D. Dépôt des offres

Article 22 : Cachetage et marquage des offres

Article 23 : Date et heure limite de dépôt des offres

Article 24 : Offres hors délai

Article 25 : Modification, substitution et retrait des offres

E. Ouverture des plis et évaluation des offres

Article 26 : Ouverture des plis et recours

Article 27 : Caractère confidentiel de la procédure

Article 28 : Eclaircissement sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage

Article 29 : Conformité des offres

Article 30 : Evaluation de l'offre technique

Article 31 : Qualification du soumissionnaire

Article 32 : Correction des erreurs

Article 33 : Evaluation des offres au plan financier

Article 34 : Comparaison des offres

F. Attribution du Marché

Article 35 : Attribution

Article 36 : Droit du Maître d'Ouvrage de déclarer un appel d'offres infructueux ou d'annuler une procédure

Article 37 : Droit de modification des quantités lors de l'attribution du Marché

Article 38 : Notification de l'attribution du marché

Article 39 : Publication des résultats d'attribution du marché et recours

Article 40 : Signature du marché

Article 41 : Cautionnement définitif

Règlement Général de l'Appel d'Offres

A. Généralités

Article 1 : Portée de la soumission

1.1. Le Maître d'Ouvrage, tel qu'il est défini dans le Règlement Particulier de l'appel d'offres (RPAO), ci-après dénommé le « Maître d'Ouvrage », lance un appel d'offres en vue de l'obtention des Fournitures et Services connexes brièvement défini dans le RPAO et spécifiés dans le Descriptif des Quantités.

Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'appel d'offres figurent dans le RPAO.

Il y est fait ci-après référence sous le terme « les Fournitures ».

1.2. Le Soumissionnaire retenu, ou attributaire, doit livrer les Fournitures dans le délai indiqué dans le RPAO, et qui court, sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer la livraison des fournitures ou dans celle fixée dans ledit ordre de service.

1.3. Dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, les termes « Maître d'Ouvrage » et Maître d'Ouvrage Délégué » sont interchangeables et le terme « jour » désigne un jour calendaire.

Article 2 : Financement

La source de financement des fournitures objet du présent appel d'offres est précisée dans le RPAO.

Article 3 : Fraude et corruption

3.1. Le Maître d'Ouvrage exige des soumissionnaires et de ses cocontractants, qu'ils respectent les règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution de ce marché. En vertu de ce principe, le Maître d'Ouvrage :

a. Définit, aux fins de cette clause, les expressions ci-dessous de la façon suivante:

i. est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;

ii. se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;

iii. « pratiques collusoires » désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que le Maître d'Ouvrage en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ; et

iv. «Pratiques coercitives » désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.

b. Rejettera une proposition d'attribution si elle détermine que l'attributaire proposé est, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives pour l'attribution de ce marché.

3.2. Le Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics, Autorité chargée des Marchés Publics peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant, une période n'excédant pas deux (02) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire reconnu coupable de trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initiés, de documents non authentiques dans la soumission, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

Article 4 : Candidats admis à concourir

4.1 Si l'appel d'offres est restreint, la consultation s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de pré-qualification.

4.2 En règle générale, l'appel d'offres s'adresse à tous les fournisseurs, sous réserve des dispositions ci-après :

a. un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement.

b. un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt.

Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt s'il :

i. est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécialisations et autre documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ; ou

ii. présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon la clause 17 ; le cas échéant ; cependant ceci ne fait obstacle à la participation des sous-traitants dans plus d'une offre.

c. le soumissionnaire ne doit pas être sous le coup d'une décision d'exclusion.

d. une entreprise publique camerounaise peut participer à la consultation si elle démontre qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) administrer selon les règles du droit commercial et (iii) n'est pas sous l'autorité directe de l'autorité Contractante ou du Maître d'Ouvrage.

Article 5 : Fourniture et Services connexes répondant aux critères d'origine

5.1 Toutes les fournitures et tous les services connexes faisant l'objet du présent marché devront provenir de pays répondant aux critères de provenance définis dans le RPAO.

5.2. Aux fins de la présente clause, le terme « fournitures » désigne produits, matières premières, machines, équipements et installations industrielles ; et le terme « services connexes » désigne notamment des services tel que l'assurance, l'installation, la maintenance initiale.

5.3 Le terme « provenir » qualifie le pays où les fournitures sont extraites, cultivées, produites, fabriquées ou transformées ; ou bien le pays où un processus de fabrication, de transformation ou d'assemblage de composants, aboutit à l'obtention d'un article commercialisable dont les caractéristiques de base sont substantiellement différentes de celles de ses composants.

Article 6 : Qualification du Soumissionnaire

6.1. Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :

a. soumettre un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le soumissionnaire ; et
b. fournir toutes les informations (compléter ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de pré-qualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une pré-qualification) demandées aux soumissionnaires, dans le RPAO, afin d'établir leur qualification pour exécuter le marché. Fournir toutes les informations (ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de pré-qualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une préqualification demandée aux soumissionnaires afin d'établir leur qualification pour exécuter le marché).

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

- i.** la production des bilans certifiés et chiffres d'affaires récents ;
- ii.** accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières ;
- iii.** les commandes acquises et les marchés attribués ;
- iv.** les litiges en cours ;
- v.** la disponibilité du matériel indispensable.

6.2. Les soumissions présentées par deux ou plusieurs fournisseurs groupés (co-traitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes :

a. l'offre devra inclure tous les renseignements énumérés à l'Article 6.1 ci-dessus : le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement ;
b. l'offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement ;
c. la nature du groupement (conjoint ou solidaire requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme ;
d. le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis-à-vis du Maître d'Ouvrage ou de l'Autorité Contractante pour l'exécution du marché.

6.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais de livraison visés dans le RPAO.

B. Dossier d'Appel d'Offres

Article 7 : Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

7.1. Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les fournitures faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des fournisseurs et précise les conditions du marché. Outre l'(s) additif (s) conformément à l'article 9 du RGAO il comprend les documents énumérés ci-après :

- a.** l'avis d'Appel d'Offres (AAO)
- b.** le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)
- c.** le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)
- d.** le Cahier des Clauses Administrative Particulières (CCAP)
- e.** le Descriptif de la Fourniture qui comprend :
 - la liste des fournitures et services connexes ;
 - les spécifications techniques.
- f.** le cadre du Bordereau des prix unitaires
- g.** le détail estimatif
- h.** le sous-détail des prix unitaires
- i.** le modèle de lettre de soumission

- j. le modèle de caution de soumission
- k. le modèle de cautionnement définitif
- l. le modèle de caution de retenue de garantie
- m. le Modèle de marché

Article 8 : Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours

8.1. Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le dossier d'Appel d'Offres peut faire la demande au Maître d'Ouvrage par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse du Maître d'Ouvrage indiquée dans les RPAO. Le Maître d'Ouvrage répondra par écrit à toute demande d'éclaircissement reçu au moins quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des offres.

Une copie de la réponse du Maître d'Ouvrage, indiquant la question posée, mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le dossier d'Appel d'Offres.

8.2. Entre la publication de l'avis d'Appel d'offres et l'ouverture des plis, tout soumissionnaire qui s'estime lésé dans la procédure de passation des marchés publics peut introduire une requête auprès du Maître d'Ouvrage.

8.3. Le recours doit être adressé au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Président de la Commission.

Il doit parvenir au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué au plus tard quatorze (14) jours avant la date d'ouverture des offres.

8.4. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose de cinq (05) jours pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

Article 9 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres

9.1. Le Maître d'Ouvrage peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissement formulée par un soumissionnaire, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

9.2. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres, conformément à l'article 7.1 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié à tous les soumissionnaires qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offre. Ces derniers accuseront réception de chacun des additifs au Maître d'Ouvrage par écrit.

9.3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps, compte tenu de l'additif, pour la préparation de leurs offres, le Maître d'Ouvrage pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'article 23.2 du RGAO.

C. Préparation des offres

Article 10 : Frais de soumission

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et le Maître d'Ouvrage n'est en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

Article 11 : Langue de l'offre

L'offre ainsi que toute correspondance et tous documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et le Maître d'Ouvrage seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais ; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

Article 12 : Documents constituant l'offre

12.1. L'offre présentée par le Soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes :

a. Volume 1 : Dossier administratif

Il comprend :

i. tous les documents attestant que le soumissionnaire :

- a souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ;
- a acquitté les droits, taxes, impôt, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ;
- n'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
- n'est pas frappé de l'une des interdictions ou déchéances prévues par la législation en vigueur.

ii. La caution de soumission établie conformément aux dispositions de l'article 19 du RGAO ;

iii. La confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RPAO.

b. Volume 2 : Offre technique

b.1. Les renseignements sur les qualifications

Le RPAO précise la liste des documents à fournir attestant la qualification des soumissionnaires conformément aux articles 6.1 du RPAO et 18 du RGAO.

b.2 Méthodologie propositions techniques

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires, notamment :

- Une description détaillée des caractéristiques techniques, les performances, les marques, les modèles et les références des matériels proposés accompagnés de prospectus techniques conformément à l'article 17 du RGAO ;

- le calendrier, le planning et le détail de livraison des prestations.

b.3. Les preuves d'acceptations des conditions du marché.

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées et signées des documents à caractères administratifs et techniques régissant le marché, à savoir :

1. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
2. Les spécifications techniques.

c. Volume 3 : Offre financière

Le RPAO précise les éléments permettant de justifier le coût des prestations, à savoir :

1. la soumission proprement dite, en original rédigé selon le modèle joint, timbré au tarif en vigueur, signée et datée ;
2. le bordereau des prix unitaires dûment rempli ;
3. le Détail estimatif dûment rempli ;
4. le sous-détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'Article 19.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Caution de soumission.

12.2 Si, conformément aux dispositions du RPAO, les soumissionnaires présentent des offres pour plusieurs lots du même appel d'offres, ils pourront indiquer les rabais offerts en cas d'attribution de plus d'un marché.

Article 13 : Prix de l'offre

13.1 Les prix seront indiqués comme dans les modèles de bordereaux des prix et les sous- détails des prix fournis en annexe.

Le fournisseur est libre, en indiquant le prix, de recourir à un transporteur et d'obtenir des prestations d'assurance en provenance de tout pays, sous réserve des conditions d'éligibilité liées à la convention de financement.

Les prix proposés dans les formulaires de sous détail des prix pour les Fournitures et Services connexes, seront présentés de la manière suivante :

- i.** le prix des fournitures EXW (sortie usine, fabrique, magasin d'exposition, entrepôt ou magasin de ventes, suivant le cas), y compris tous les droits de douanes, taxes sur les ventes ou autres déjà payés ou à payer sur les composants ou matières premières utilisés dans la fabrication ou l'assemblage des fournitures ;

- ii.** les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les fournitures qui seront dues si le Marché est attribué ;

- iii.** les prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures jusqu'à leur destination finale (site du Projet) spécifiée dans le RPAO.

13.2. Les prix offerts par le Soumissionnaire seront fermes pendant toute la durée d'exécution du Marché et ne pourront varier en aucune manière, sauf disposition contraire du RPAO. Sauf disposition contraire du CCAP, une offre assortie d'une clause de révision des prix sera considérée comme non-conforme et sera écartée, en application de l'article 29.3 du RGAO.

13.3. Au cas où l'appel d'offres comprend plusieurs lots, les prix indiqués pour un lot donné devront correspondre à la totalité des articles de ce lot et à la totalité de la quantité indiquée pour chaque article. Les Soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix en cas d'attribution de plus d'un marché spécifieront les réductions applicables à chaque marché du groupe de lots, à la condition que les offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes en même temps.

Article 14 : Monnaies de l'offre

Les prix seront libellés en francs CFA

Article 15 : Documents attestant l'admissibilité du Soumissionnaire

Le Soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, des documents attestant qu'il satisfait aux dispositions de l'article 4 du RGAO.

Article 16 : Documents attestant l'admissibilité des fournitures

16.1. En application des dispositions de l'article 5 du RGAO, le Soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, les documents attestant que l'ensemble des fournitures et services qu'il se propose de fournir en exécution du Marché satisfont aux critères de provenance.

16.2. Ces documents consisteront en une déclaration sur le pays d'origine des fournitures et services proposés dans le Bordereau des prix, déclaration à confirmer par un certificat d'origine délivré au moment de l'embarquement.

Article 17 : Documents attestant de la conformité des fournitures

17.1. Pour établir la conformité des fournitures et services connexes au Dossier d'Appel d'Offre, le Soumissionnaire fournira dans le cadre de son offre les preuves écrites que les fournitures se conforment aux spécifications techniques et normes spécifiées dans le Descriptif de la Fourniture.

17.2. Ces preuves peuvent revêtir la forme de prospectus, dessins ou données et comprendront une description détaillée des principales caractéristiques techniques et de performance des fournitures et services connexes, démontrant qu'ils correspondent pour l'essentiel aux spécifications et, le cas échéant une liste des divergences et réserves par rapport aux dispositions du Descriptif de la Fourniture.

17.3. Le Soumissionnaire fournira également une liste donnant tous les détails, y compris les sources d'approvisionnement disponibles et les prix courants des pièces de rechange, outils spéciaux, etc., nécessaires au fonctionnement correct et continu des fournitures depuis le début de leur utilisation par le Maître d'Ouvrage et pendant la période précisée au RPAO.

17.4. Les normes qui s'appliquent aux modes d'exécution, procédés de fabrication, équipements et matériels, ainsi que les références à des noms de marque ou à des numéros de catalogue spécifiés par le maître d'ouvrage sur le Bordereau des quantités, calendrier de livraison, et spécifications techniques ne sont mentionnés qu'à titre indicatif et n'ont nullement un caractère restrictif.

Le Soumissionnaire peut leur substituer d'autres normes de qualité, noms de marque et/ou d'autres numéros de catalogue, pourvu qu'il établisse à la satisfaction du Maître d'ouvrage que les normes, marques et numéros ainsi substitués sont substantiellement équivalents ou supérieurs aux spécifications du Bordereau des prix et les spécifications techniques.

Article 18 : Documents attestant la qualification du Soumissionnaire

Les documents attestant que le Soumissionnaire est qualifié pour exécuter le Marché si son offre est acceptée établiront, à la satisfaction du Maître d'ouvrage :

a. si le RPAO le stipule, que, dans le cas d'un Soumissionnaire offrant de livrer en exécution du Marché des fournitures qu'il ne fabrique ni ne produit par ailleurs, ledit soumissionnaire est dûment autorisé par le fabricant de ces fournitures à les livrer au Cameroun ;

b. que le Soumissionnaire a la capacité financière, technique et de production nécessaire pour exécuter le Marché ;

c. que le soumissionnaire jouit d'une expérience pertinente pour des prestations similaires à celles prévues au DAO.

Article 19. Caution de soumission

19.1. En application de l'article 12 du RGAO, le Soumissionnaire fournira une caution de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.

19.2. La caution de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'Offres ; d'autres modèles peuvent être autorisés, sous réserve de l'approbation préalable du Maître de l'Ouvrage. La Caution de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite originale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par le Maître d'Ouvrage et acceptée par le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'Article 20.2 du RGAO.

19.3. Toute offre non accompagnée d'une Caution de soumission acceptable sera rejetée par le Maître d'ouvrage comme non-conforme. La Caution de soumission d'un groupement d'entreprises doit être établie au nom du mandataire soumettant l'offre et mentionner chacun des membres du groupement.

19.4. Les Cautions de soumission des soumissionnaires non retenus seront restituées dans un délai de quinze (15) jours, après la publication du résultat de l'attribution.

19.5. La Caution de soumission de l'attributaire du Marché sera libérée dès que ce dernier aura signé le marché et fourni le Cautionnement définitif requis.

19.6. La caution de soumission peut être saisie:

a. si le Soumissionnaire :

i. retire son offre pendant le délai de validité qu'il aura spécifié dans son offre ; ou

ii. n'accepte pas la correction des erreurs en application de l'article 32 du RGAO ; ou

b. si le Soumissionnaire retenu :

i. manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'article 39 du RGAO ; ou

ii. manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 40 du RGAO.

iii. refuse de recevoir notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des prestations.

Article 20 : Délai de validité des offres

20.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres à compter de la date de remise des offres fixée par le Maître d'ouvrage, en application de l'article 23 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte sera rejetée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'ouvrage Délégué comme non-conforme.

20.2. Dans des circonstances exceptionnelles, le Maître d'Ouvrage peut solliciter le consentement du Soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité de la caution de soumission prévue à l'article 19 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre sa caution de soumission. Un Soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.

20.3. Lorsque le marché ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que le Maître d'Ouvrage adressera au(x) soumissionnaire(s). La demande du Maître d'Ouvrage devra inclure une forme de révision des prix. La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation.

Article 21 : Forme et signature de l'offre

21.1. Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre décrits à l'Article 12 du RGAO, en un volume portant clairement l'indication "ORIGINAL". De plus, le soumissionnaire soumettra le nombre de copies requis dans le RPAO, portant l'indication "COPIE". En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.

21.2. L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l'Article 6.1 (a) ou 6.2 (c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.

21.3. L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de l'offre.

D. Dépôt des offres

Article 22. Cachetage et marquage des offres

22.1. Le Soumissionnaire placera l'original et les copies des documents constitutifs de l'offre dans deux enveloppes séparées et scellées portant la mention « ORIGINAL » et « COPIE », selon le cas. Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure qui devra également être scellée, mais qui ne devra donner aucune indication sur l'identité du soumissionnaire.

22.2. Les enveloppes intérieures et extérieures :

a. seront adressées au Maître d'Ouvrage à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;

b. porteront le nom du projet ainsi que l'objet et les numéros de l'Avis d'Appel d'Offres indiqués dans le RGAO, et la mention « A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

22.3. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du soumissionnaire de façon à permettre au Maître d'ouvrage de renvoyer l'offre scellée si elle n'a pas été ouverte.

22.4. Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué à l'article 22.2 susvisé, le Maître d'ouvrage ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

Article 23 : Date et heure limite de dépôt des offres

23.1. Les offres doivent être reçues par le Maître d'ouvrage à l'adresse spécifiée à l'article 22.2 (a) du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'offres.

23.2. Le Maître d'Ouvrage peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 9 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations du Maître d'Ouvrage et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

Article 24 : Offres hors délai

Toute offre parvenue au Maître d'Ouvrage après les date et heure limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'article 23 du RGAO sera déclarée hors délai et, par conséquent, rejetée.

Article 25 : Modification, substitution et retrait des offres

25.1. Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposée, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par le Maître d'ouvrage avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par le représentant habilité en application de l'article 21.2 du RGAO. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».

25.2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 22 du RGAO. Le retrait peut également être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieur à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

25.3. Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 25.1 leur seront envoyées sans avoir été ouvertes.

25.4 Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Le retrait de son offre par un soumissionnaire pendant cet intervalle peut entraîner la confiscation de la caution de soumission conformément aux dispositions de l'article 19.6 du RGAO.

E. Ouverture des plis et évaluation des offres

Article 26 : Ouverture des plis et recours

26.1. La Commission de passation des Marchés compétente procèdera à l'ouverture des plis en un ou deux temps et en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister, à la date, à l'heure et à l'adresse indiquée dans le RPAO. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence.

26.2 dans un premier temps, les enveloppes marquées « Retrait » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « Offre de Remplacement » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée au soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte.

Le remplacement d'offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.

26.3. Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais [en cas d'ouverture des offres financière] et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que le Maître d'ouvrage peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.

26.4 Les offres (et les modifications reçues conformément aux dispositions de l'article 24 du RGAO) qui n'ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, quelle qu'en soit la raison, ne seront pas soumises à évaluation.

26.5. Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leur prix, leur rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse. Une copie dudit procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence est remise à tous les participants à la fin de la séance.

26.6. A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le Président de la commission met immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'ARMP, une copie paraphée des offres des soumissionnaires.

26.7. En cas de recours, tel que prévu par le Code des Marchés Publics, il doit être adressé à l'autorité chargée des marchés publics avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Maître d'ouvrage ou au maître d'Ouvrage Délégué.

Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (3) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le président de la Commission de Passation des Marchés.

L'observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

Article 27 : Caractère confidentiel de la procédure

27.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, et à la vérification de la qualification des soumissionnaires, et à la recommandation d'attribution du marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique, sous peine de disqualification de l'offre du soumissionnaire et de la suspension des auteurs de toutes activités dans le domaine des Marchés Publics.

27.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer la Commission de Passation des Marchés ou la sous-commission d'analyse dans l'évaluation des offres ou le Maître d'Ouvrage dans la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

27.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 27.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un Soumissionnaire souhaite entrer en contact avec le Maître d'Ouvrage pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

Article 28 : Éclaircissement sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage

28.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, la Commission de Passation des Marchés peut, si elle le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché ; offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par la sous-commission d'analyse lors de l'évaluation des soumissions conformément aux dispositions de l'article 32 du RGAO.

28.2. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission des marchés et de la sous-commission pour des questions ayant trait à leurs offres entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

Article 29 : Conformité des offres

29.1. La Sous-commission d'analyse procèdera à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.

29.2. La sous-commission d'analyse déterminera, si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.

29.3. Une offre conforme pour l'essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et conditions du Dossier d'Appel d'Offres sans divergence, réserve ou omission substantielles. Les divergences ou omission substantielles sont celles :

a. qui limitent de manière substantielle la portée, la qualité ou les performances des fournitures et Services connexes spécifiés dans le Marchés ; ou

b. qui limitent, d'une manière substantielle et non-conforme au Dossier d'Appel d'Offres, les droits du Maître d'Ouvrage ou les obligations du Soumissionnaire au titre du Marché ; ou

c. dont l'acceptation serait préjudiciable aux autres Soumissionnaires ayant présenté des offres conformes pour l'essentiel.

29.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel, elle sera écartée par la Commission de Passations des Marchés Compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.

29.5. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du dossier d'appel d'offres ne doivent pas être pris en compte lors de l'évaluation des offres.

Article 30 : Évaluation de l'offre technique

30.1. La Sous-commission d'Analyse examinera l'offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le RGAO et le CCAP ont été acceptées par le Soumissionnaire sans divergence ou réserve substantielle.

30.2. La Sous-commission d'Analyse évaluera les aspects techniques de l'offre présentée conformément à la clause 17 du RGAO afin de s'assurer que toutes les stipulations du bordereau des prix, du calendrier de livraison et du Descriptif de la Fourniture (Spécifications techniques, plans, Inspections et Essais), sont respectées sans divergence ou réserve substantielle.

30.3. Si, après l'examen des termes et conditions de l'appel d'offres et l'évaluation technique, la sous-commission d'analyse établit que l'offre n'est pas conforme pour l'essentiel en application de la clause 29 du RGAO, elle proposera à la Commission de Passation des Marchés d'écarter l'offre en question.

Article 31 : Qualification du soumissionnaire

La Sous-commission s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du dossier d'Appel d'Offres, satisfait aux critères de qualification stipulés à l'article 6 du RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la détermination de la qualification.

Article 32 : Correction des erreurs

32.1. La Sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La Sous-commission d'Analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :

a. s'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;

b. si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;

c. s'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

32.2. Le montant figurant dans la soumission sera corrigé par la sous-commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du Soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.

32.3. Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.

Article 33 : Évaluation des offres au plan financier

33.1. La Sous-commission d'analyse procédera à l'évaluation et à la comparaison des offres dont il aura déterminé au préalable qu'elles répondent pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, au sens des articles 29, 30 et 31 du RGAO, comme indiqué ci-après.

33.2. Pour cette évaluation, la Sous-commission d'analyse prendra en compte les éléments ci-après :

a. le prix de l'offre, indiqué suivant les dispositions de la clause 13 du RGAO ;

b. les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de l'article 32 du RGAO ;

c. les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application de l'alinéa 13.4 du RGAO ;

33.3. Pour évaluer le montant de l'offre, la sous-commission d'analyse peut devoir prendre également en considération des facteurs autres que le prix de l'offre, dont les caractéristiques, la performance des fournitures et services connexes et leurs conditions d'achat.

Les facteurs retenus et précisés dans le RPAO, le cas échéant, seront exprimés en termes monétaires de manière à faciliter la comparaison des offres.

Article 34 : Comparaison des offres

La Sous-commission d'Analyse comparera toutes les offres substantiellement conformes pour déterminer l'offre évaluée la mieux-disante, en application de la clause 3 34 du RGAO.

F. Attribution du Marché

Article 35 : Attribution

35.1. Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue mieux disante pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée conforme en incluant le cas échéant les rabais proposés.

35.2. Si l'Appel d'Offres porte sur plusieurs lots, l'offre la mieux-disante sera déterminée en évaluant ce Marché en liaison avec les autres lots à attribuer concurremment, en prenant en compte les rabais offerts par les soumissionnaires en cas d'attribution de plus d'un lot, ainsi que de leur plan de charges au moment de l'attribution.

35.3. Toute attribution des marchés de fournitures se fait au soumissionnaire remplissant les capacités techniques et financières requises résultant des critères dits essentiels ou de ceux éliminatoires et présentant l'offre évaluée la moins disante.

Article 36 : Droit du Maître d'Ouvrage de déclarer un appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'annuler une procédure d'Appel d'Offres (après autorisation du Premier Ministre lorsque les offres ont été ouvertes) ou de déclarer un appel d'offres infructueux après avis de la Commission de marchés compétente, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Article 37 : Droit de modification des quantités lors de l'attribution du Marché

Le Maître d'Ouvrage, lors de l'attribution du Marché, se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer, d'un pourcentage ne dépassent pas 15%, la quantité des fournitures et des services initialement spécifiée dans le Bordereau des quantités, sans changement de prix unitaires ou d'autres termes et conditions.

Article 38 : Notification de l'attribution du marché

Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, le Maître d'Ouvrage notifiera à l'attributaire du Marché par télécopie confirmée par lettre recommandée, que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d'Ouvrage paiera au fournisseur au titre de l'exécution du marché et le délai d'exécution.

Article 39 : Publication des résultats d'attribution du marché et recours

39.1. Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est insérée, avec indication de prix et de délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée.

39.2. L'Autorité Contractante communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (5) jours après la publication des résultats d'attribution, le rapport de l'observateur indépendant ainsi que le procès-verbal de la séance d'attribution du marché y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres.

39.3. L'Autorité Contractante est tenue de communiquer les motifs de rejet des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.

39.4. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

39.5. En cas de recours, il doit être adressé au Ministre chargé des Marchés publics, avec copies à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics, à l'Autorité Contractante et au Président de ladite Commission.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

Article 40 : Signature du marché

40.1. Après publication des résultats, le projet de marché souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés compétente, pour examen et avis, le cas échéant, au visa préalable du Ministre en Charge des Marchés Publics.

40.2. L'Autorité Contractante dispose d'un délai de sept (07) jours pour la signature du marché à compter de la date de réception du projet de marché examiné par la commission des marchés compétente et souscrit par l'attributaire et le cas échéant après le visa du Ministre en Charge des Marchés Publics.

40.3. Le marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (5) jours qui suivent la date de sa signature.

Article 41 : Cautionnement définitif

41.1. Dans les vingt-(20) jours suivant la notification du marché par le Maître d'Ouvrage, le cocontractant fournira au Maître d'Ouvrage un Cautionnement définitif, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le Dossier d'Appel d'Offres.

41.2. Le cautionnement peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'Ouvrage ou par une caution personnelle et solidaire.

41.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur.

41.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation pure et simple du marché.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU
DEVELOPPEMENT

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS
AUPRES DE L'ASCPND



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

NATIONAL CIVIC SERVICE AGENCY FOR PARTICIPATION IN
DEVELOPMENT

INTERNAL PROCUREMENT COMMITTEE

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°005/AONO/ASCPND/CIPM/2023

DU 16 MAI 2023

POUR :

- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DE L'ADAMAOUA, DU NORD ET DE L'EXTREME-NORD (LOT 1);
- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU CENTRE (1&2), DE L'EST ET DU SUD (LOT 2);
- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU LITTORAL, DU NORD-OUEST, DE L'OUEST ET DU SUD-OUEST (LOT 3)

EN PROCEDURE D'URGENCE

Maître d'Ouvrage : Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement

Autorité contractante : Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement

Délai d'exécution : Vingt (20) jours

Montants prévisionnels :

Treize millions cinq cent mille (13 500 000) FCFA (lot 1)

Dix-huit millions (18 000 000) FCFA (lot 2)

Dix-huit millions (18 000 000) FCFA (lot 3)

Financement : Budget ASCPND 2023

Imputations : 2023 144 04 320 000 222 817 (lot 1)

2023 144 02 320 000 222 818 (lot 2)

2023 144 02 320 000 222 819 (lot 3)

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Pièce N°3: Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)

Règlement Particulier de l'Appel d'Offres

Données particulières

	GENERALITES
1	Définition de la prestation : acquisition du matériel d'installation des volontaires pionniers dans les régions
2	<p>Nom et adresse du Maître d'Ouvrage : Le Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement</p> <p>Référence de l'Appel d'Offres : N°005/AONO/ASCNPD/CIPM/2023 du 16 mai 2023</p> <p>pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'acquisition du matériel d'installation des volontaires pionniers des Régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord (lot 1); - l'acquisition du matériel d'installation des volontaires pionniers des Régions du Centre (1&2), de l'Est et du Sud (lot 2) ; - l'acquisition du matériel d'installation des volontaires pionniers des Régions du Littoral, du Nord-Ouest, de l'Ouest et du Sud-Ouest (lot 3) en procédure d'urgence
3	Délai de livraison maximum: vingt (20) jours calendaires
4	Source de financement: BUDGET ASCNPD, exercice 2023
5	Participation: La participation au présent appel d'offres est ouverte à tous les prestataires de droit camerounais.
6	Critères d'évaluation des soumissionnaires
6.1	<p>1 – Critères éliminatoires</p> <ul style="list-style-type: none"> - absence de caution de soumission à l'ouverture des offres ; - fausse(s) déclaration(s) ou pièce falsifiée(s) ; - non-conformité d'une pièce administrative après 48 h accordées par la CIPM pour se conformer ; - absence d'un prix unitaire quantifié ; - non-satisfaction d'au moins 8/10 avis favorables pour les critères essentiels ; - non satisfaction des spécifications techniques minimales requises par le DAO ; - non-respect des caractéristiques techniques des engrais, insecticides, herbicides et fongicides ; - absence d'homologation des produits phytosanitaires en cours de validité délivrée par le MINADER ; - Absence d'une déclaration sur l'honneur attestant que l'entreprise n'a abandonné aucun contrat lié à la commande publique (Lettre Commande ou Marché) au cours des trois (03) dernières années et qu'elle ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministre des Marchés Publics. <p>2 –Critères essentiels</p> <ul style="list-style-type: none"> - présentation générale de l'offre (reliure, pièces rangées dans l'ordre avec les intercalaires en couleur y compris dans les copies) ; - prospectus en couleur des fournitures proposées par le soumissionnaire ; - service après-vente ; - certificat de garantie ; - spécifications techniques du matériel proposé ; - expériences générales (faire la preuve d'avoir exercé au moins trois (03) dans la fourniture des biens; - expériences spécifiques (au moins une (01) prestation similaire réalisée durant les cinq (05) dernières années par le soumissionnaire); - planning et délai de livraison ; - preuves d'acceptation des conditions du marché (Copies du CCAP, des spécifications techniques des fournitures sollicitées et du projet de marché, complétées, paraphées à chaque page, signées, cachetées et datées à la dernière page, avec la mention « lu et approuvé » ; - attestation de capacité financière d'au moins sept millions (7 000 000) pour le lot 1, neuf millions (9 000 000) pour le lot 2 et neuf millions (9 000 000) pour le lot 3 délivrée par un établissement bancaire de premier ordre

6.2	<p>En cas de groupement de fournisseurs :</p> <p>La nature du groupement devra être précisée et justifiée par la production d'une copie et de l'accord de groupement en bonne et due forme, le membre du groupement désigné comme mandataire représentera l'ensemble des entreprises vis-à-vis du Maître d'ouvrage pour l'exécution du marché.</p>
7	<p>Langue de l'offre: Français ou anglais</p>
8	<p>La liste des informations sur la qualification visée à l'article 12 du RGAO devra être complétée et regroupée en trois volumes insérés respectivement dans des enveloppes intérieures et détaillée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etablissement de l'offre <p>Chaque offre devra être établie en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, et rédigés en français ou en anglais et chiffrés par le soumissionnaire hors taxes et toutes taxes comprises.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présentation du pli contenant les offres <p>L'enveloppe contenant l'offre devra être hermétiquement fermée et ne comportera aucun cachet ni signe distinctif du soumissionnaire. Elle portera uniquement la mention :</p> <p style="text-align: center;"> « AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°005/AONO/ASCNPD/CIPM/2023 DU 16 MAI 2023 POUR : -ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DE L'ADAMAOUA, DU NORD ET DE L'EXTREME-NORD (LOT 1); - ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU CENTRE (1&2), DE L'EST ET DU SUD (LOT 2); - ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU LITTORAL, DU NORD-OUEST, DE L'OUEST ET DU SUD-OUEST (LOT 3) EN PROCEDURE D'URGENCE LOT N°..... A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT » </p> <p>L'offre se présentera en trois (03) volumes placés dans une grande enveloppe extérieure :</p> <p>Volume A : Dossier administratif Volume B : Dossier technique Volume C : Dossier financier</p> <p>I - Volume A. Dossier administratif</p> <p>Il comprendra les documents ci-après, datés d'au plus trois (03) mois :</p> <ol style="list-style-type: none"> La déclaration d'intention de soumissionner, timbrée pour les soumissionnaires locaux (suivant modèle joint) ; Une attestation de non faillite établie par le Tribunal de Grande Instance (Original) ; Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque de 1^{er} ordre agréée par le Ministère des Finances du Cameroun (Original) ; Une caution de soumission (suivant modèle joint) d'un montant de deux cent vingt mille (270 000) francs CFA pour le lot 1, trois cent soixante mille (360 000) francs CFA pour le lot 2 et trois cent soixante mille (360 000) pour le lot 3, délivrée par une banque de 1^{er} ordre agréée ou assurance par le Ministère des Finances du Cameroun (Original) et valable pendant soixante (60) jours, à compter de la date limite de remise des offres et valable pendant soixante (60) jours, à compter de la date limite de remise des offres; Une quittance d'achat du Dossier d'Appel d'offres ; Une attestation signée du Directeur Général de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite caisse, et portant les références de l'Appel d'Offres concerné (Original) ; Une attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par le Directeur Général de l'ARMP (Original) ; Une attestation de non-redevance (Original) ; L'attestation d'immatriculation timbrée au taux en vigueur; Le registre de commerce (Copie certifiée conforme); Un plan de localisation timbré au taux en vigueur.

	<p>II-Volume B : Dossier technique Elle contiendra :</p> <p>a. Une description succincte des caractéristiques techniques des matériels proposés ;</p> <p>b. L'expérience du soumissionnaire ;</p> <p>c. Le chronogramme et délai de livraison ;</p> <p>d. Le CCAP dûment complété, paraphé à chaque page, signé et cacheté sur la dernière page, avec la mention « lu et approuvé » ;</p> <p>e. Les Spécifications Techniques des fournitures proposées paraphées, signées et cachetées sur la dernière page, avec la mention « lu et approuvé » ;</p> <p>f. Le projet de marché signé et cacheté ;</p> <p>g. Capacité financière ;</p> <p>h. Déclaration sur l'honneur attestant que l'entreprise n'a abandonné aucun contrat lié à la commande publique (Lettre Commande ou Marché) au cours des trois (03) dernières années et qu'elle ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes annuellement établie par le Ministre des Marchés Publics.</p> <p>III- Volume C : Dossier financier Elle regroupe tous les éléments permettant de justifier le coût des prestations, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une soumission timbrée au taux en vigueur et conforme au modèle du DAO, signée, cachetée et datée ; - Un Bordereau des prix unitaires en chiffres et en lettres, signé, cacheté et daté ; - Un détail estimatif, signé, cacheté et daté. - Le sous-détail des prix Unitaires signé cacheté et daté
9	<p>PRIX DE L'OFFRE</p> <p>Les prix du marché sont fermes et non révisables.</p>
10	<p>DEPOT DES OFFRES</p>
11	<p>Un cautionnement provisoire d'un montant égal à deux cent vingt mille (270 000) francs CFA pour le lot 1, trois cent soixante mille (360 000) francs CFA pour le lot 2 et trois cent soixante mille (360 000) pour le lot 3 devra être mis en place à compter de la date fixée pour la remise des offres. Le cautionnement provisoire, joint à cette dernière, restera valide pendant soixante (60) jours suivant l'expiration de la période de validité des offres.</p> <p>Le cautionnement provisoire sera effectué au choix du soumissionnaire auprès d'un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministère en charge des Finances. Les cautionnements provisoires accompagnant les offres qui n'ont pas été retenues pourront être retirés ou libérés dès adjudication et au plus tard trente (30) jours après l'expiration du délai de validité des offres.</p> <p>Le cautionnement provisoire de l'attributaire du Marché sera libéré lorsque celui-ci aura signé le Marché et constitué la garantie de bonne fin requise (cautionnement définitif).</p> <p>Le cautionnement provisoire pourra être saisi si un soumissionnaire retire son offre au cours du délai de validité des offres; ou bien si l'attributaire du marché ne signe pas le marché et ne présente pas le cautionnement définitif (garantie de bonne fin) requis dans le délai fixé.</p>
12	<p>Période de validité des offres : Le soumissionnaire reste engagé par son offre pour un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.</p>
13	<p>Date et heure limites de dépôt des offres : le 21 JUIN 2023 à 12 heures</p>
14	<p>Adresse de l'Autorité Contractante à utiliser pour l'envoi des offres : Les offres devront parvenir au Service des marchés, sis à l'immeuble siège de l'ASCPD au quartier ESSOS à Yaoundé, Tél. 699 97 33 71/675 21 38 38, sous plis fermé. Passé le délai indiqué, aucun pli ne sera plus accepté. Aucune offre régulièrement déposée ne peut être ni modifiée, ni retirée.</p>
15	<p>Lieu, date et heure de l'ouverture des plis: L'ouverture des offres aura lieu le 21 JUIN 2023 à 13 heures dans la salle de conférences de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandaté.</p>
16	<p>ATTRIBUTION DU MARCHE</p> <p>Le marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins disante et remplissant les capacités techniques et administratives requises.</p>

NB : Les différentes parties d'un même dossier doivent obligatoirement être séparées par les intercalaires de couleur aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à faciliter son examen.



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°005/AONO/ASCNPD/CIPM/2023

DU 16 MAI 2023

POUR :

- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DE L'ADAMAOUA, DU NORD ET DE L'EXTREME-NORD (LOT 1);
- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU CENTRE (1&2), DE L'EST ET DU SUD (LOT 2);
- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU LITTORAL, DU NORD-OUEST, DE L'OUEST ET DU SUD-OUEST (LOT 3)

EN PROCEDURE D'URGENCE

Maître d'Ouvrage : Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement

Autorité contractante : Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement

Délai d'exécution : Vingt (20) jours

Montants prévisionnels :

Treize millions cinq cent mille (13 500 000) FCFA (lot 1)

Dix-huit millions (18 000 000) FCFA (lot 2)

Dix-huit millions (18 000 000) FCFA (lot 3)

Financement : Budget ASCNPD 2023

Imputations : 2023 144 04 320 000 222 817 (lot 1)

2023 144 02 320 000 222 818 (lot 2)

2023 144 02 320 000 222 819 (lot 3)

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Pièce N°4: Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Sommaire

Chapitre I : Généralités

- Article 1 : objet du marché
- Article 2 : Procédure de Passation du Marché
- Article 3 : Définition et attributions
- Article 4 : Langue, loi et réglementation applicables
- Article 5 : Normes
- Article 6 : Pièces constitutives du Marché
- Article 7 : Textes généraux applicables
- Article 8 : Communication
- Article 9 : Ordres de service
- Article 10 : Matériel et personnel du fournisseur

Chapitre II : Clauses Financières

- Article 11 : Garantie et cautions
- Article 12 : Montant du marché
- Article 13 : Lieu et de paiement
- Article 14 : Variation des prix
- Article 15 : Avances
- Article 16 : Paiement
- Article 17 : Intérêts moratoires
- Article 18 : Pénalités de retard
- Article 19 : Régime fiscal et douanier
- Article 20 : Timbres et enregistrement des Marchés

Chapitre III : Exécution des prestations

- Article 21 : Brevet
- Article 22 : Lieu et délais de livraison
- Article 23 : Rôles et responsabilités du fournisseur
- Article 24: Transport et Assurances
- Article 25 : Service après-vente et consommable

Chapitre IV : De la réception

- Article 26 : Documents à fournir avant la réception technique
- Article 27: Réception provisoire
- Article 28 : Délai de garantie
- Article 29: Réception définitive

Chapitre V : Dispositions diverses

- Article 30 : Résiliation du marché
- Article 31 : Cas de force majeure
- Article 32 : Différends et litiges
- Article 33 : Edition et diffusion du présent marché
- Article 34 et dernier : Entrée en vigueur du marché

Chapitre I : Généralités

Article 1 : Objet du Marché

Le présent marché porte sur :

- l'acquisition du matériel d'installation des volontaires pionniers des Régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord (lot 1);
- l'acquisition du matériel d'installation des volontaires pionniers des Régions du Centre (1&2), de l'Est et du Sud (lot 2) ;
- l'acquisition du matériel d'installation des volontaires pionniers des Régions du Littoral, du Nord-Ouest, de l'Ouest et du Sud-Ouest (lot 3)

En procédure d'urgence suivant les caractéristiques définies dans les spécifications techniques.

Article 2 : Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé après Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence conformément, aux textes en vigueur en République du Cameroun.

Article 3 : Définitions et attributions

3.1. Définitions générales

- L'autorité contractante est le Directeur Général de l'ASCNPD ;
- Le Maître d'Ouvrage est le Directeur Général de l'ASCNPD; il veille à la conservation des originaux des documents des marchés et à la transmission des copies à l'ARMP par le point focal désigné à cet effet.
- Le Chef de Service du Marché est le CAR de céans, ci-après désigné le chef de service ; il veille au respect des Clauses Administratives, Techniques et Financières et des délais contractuels.
- L'ingénieur du marché est le MINADER territorialement compétent.

3.2. Nantissement

(1) Tout marché public conclu conformément aux dispositions du code des marchés peut faire l'objet d'un financement par nantissement, sous réserve de toute forme de cession de créance.

(2) Le nantissement prévu à l'alinéa 1 ci-dessus s'opère sous forme d'un acte synallagmatique entre le co-contractant de l'Administration et un tiers appelé « créancier nanti ».

(3) le créancier nanti notifie par tout moyen laissant une trace écrite, ou fait signifier au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué et au comptable chargé de paiement, une copie certifiée conforme de l'original de l'acte de nantissement.

(4) A compter de la notification ou de la signification prévue à l'alinéa 3 ci-dessus, et sauf empêchement de payer, le comptable chargé du paiement règle directement au créancier nanti le montant de la créance ou de la part de créance qui lui a été donnée en nantissement.

(5) Dans le cas où le nantissement a été constitué au profit de plusieurs créanciers, chacun d'eux encaisse la part de la créance qui lui a été affectée dans le bordereau dont les mentions sont notifiées ou signifiées au comptable chargé du paiement.

(6) Aucune modification de la désignation du comptable chargé du paiement, ni dans les modalités de règlement, sauf dans ce dernier cas avec l'accord écrit du créancier nanti, ne peut intervenir après notification ou la signification du nantissement.

(7) la main levée des notifications ou significations du paiement est donnée par le créancier nanti au comptable chargé du paiement, détenteur de la copie de l'acte de nantissement prévu à l'alinéa 3 ci-dessus, par tout moyen laissant trace écrite. Elle prend effet le deuxième jour ouvrable suivant celui de la réception par le comptable chargé du paiement du document l'en informant.

(8) Les droits de créanciers nantis ou subrogés ne sont primés que par les privilèges prévus par la réglementation en vigueur.

3.3. Attributions de la mission de contrôle, incombe à l'Ingénieur, à ce titre, il veille au respect de l'exécution des prestations contenues dans le devis estimatif et descriptif.

Article 4 : Langue, loi et réglementation applicables

4.1. La langue utilisée est le Français ou l'Anglais.

4.2. Le fournisseur s'engage à observer les lois, règlements, ordonnances en vigueur en République du Cameroun, et ce aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du marché.

Si au Cameroun, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature du présent marché venaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

Article 5 : Normes

5.1. Les fournitures livrées en exécution du présent marché seront conformes aux normes fixées dans le CCTP et quand aucune norme applicable n'est mentionnée, à la norme faisant autorité en la matière et applicable au Cameroun ; cette norme sera la plus récemment approuvée par l'autorité compétente.

5.2. Le prestataire étudiera, exécutera et garantira la fourniture et les prestations du présent marché en prenant en considération la meilleure pratique de réalisation au Cameroun pour des opérations de technologie similaire.

Article 6 : Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont par ordre de priorité :

1. Lettre de soumission ou l'acte d'engagement ;
2. La soumission du fournisseur et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Cahier des Clauses Administratives Particulières et aux Spécifications Techniques ci-dessous visés ;
3. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
4. Les Spécifications Techniques (ST) ou le CCTP ;
5. Les éléments propres à la détermination du montant du marché, tels que, par ordre de priorité : les bordereaux des prix unitaires ; le détail ou le devis estimatif ; le sous-détail des prix unitaires ;
6. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux mis en vigueur par arrêté N° 033 du 13 février 2007 ;
7. Le ou les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

Article 7 : Textes généraux applicables

Le présent marché est soumis aux textes généraux ci-après :

1. la loi n°2022/020 du 27 décembre 2022 portant Loi de Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2023;
2. la loi n°2017/010 du 12 juillet 2017 portant statut général des établissements publics ;
3. la loi n° 2018/011 du 11 juillet 2018 portant Code de Transparence et de Bonne Gouvernance dans la gestion des Finances Publiques ;
4. le décret n° 2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
5. le décret n° 2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;
6. le décret n°2012/076 du 08 mars 2012 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n° 2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
7. le décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant code des Marchés publics ;
8. l'Arrêté n° 093/CAB/PM du 05 novembre 2002 fixant les montants de la caution de soumission et des frais du Dossier d'Appel d'Offres ;
9. l'Arrêté n° 033/CAB/PM 13 février 2007 mettant en vigueur les Cahiers de Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics ;
10. l'Arrêté n° 038/CAB/PM du 15 mai 2014 mettant en vigueur les Dossiers Types d'Appels d'Offres pour les marchés publics ;
11. l'Arrêté N° 003 du 13 février 2007 mettant en vigueur le CCAG applicable aux marchés des travaux et fournitures ;
12. la Circulaire N°002/CAB/PM du 31 janvier 2011 portant amélioration de la performance du système des marchés publics ;
13. la Lettre-Circulaire n°0005/LC/MINMAP/CAB/ du 03 juillet 2018 précisant les mesures transitoires à observer suite à la signature et à la publication du décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant code des marchés publics ;
14. la Circulaire N° 00000006/C/MINFI du 30 décembre 2022 portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat et des autres Entités Publiques pour l'Exercice 2023 ;
15. les Normes Techniques en vigueur au Cameroun ;
16. d'autres textes spécifiques au domaine concerné par le marché.

Article 8 : Communication

8.1 Toutes les notifications et communications écrites dans le cadre du présent marché devront être faites aux adresses suivantes :

a. Dans le cas où le Maître d'Ouvrage est le destinataire :

A Monsieur le Directeur Général de l'ASCPD, avec copies adressées dans les mêmes délais, au Chef de service et à l'Ingénieur.

b. Dans le cas où le Cocontractant en est le destinataire :

A Monsieur/Madame [indiquer le nom et l'adresse de l'attributaire]

Article 9 : Ordre de service

9.1. L'ordre de service de commencer les prestations est signé et notifié par le Maître d'Ouvrage.

9.3. Les ordres de service à caractère technique liés suivis du déroulement normal du chantier et sans incidence financière seront directement signés et notifiés par Maître d'Ouvrage.

9.4. Les ordres de service valant mise en demeure sont signés par le Maître d'Ouvrage.

9.5. Le prestataire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas l'entreprise d'exécuter les ordres de service reçus.

Article 10 : Matériel et personnel du fournisseur

10.1. Toute modification même partielle apportée aux propositions de l'offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du chef de service. En cas de modification, le fournisseur fera remplacer par un personnel de compétence (qualifications et expérience) au moins égale ou par un matériel de performance similaire et en bon état de marche.

10.2. En tout état de cause, les listes du matériel et personnel d'encadrement à mettre en place seront soumises à l'agrément de l'Ingénieur, dans les quinze (15) jours qui suivent la notification de l'ordre de service de commencer les travaux. L'Ingénieur disposera de huit (8) jours pour notifier par écrit son avis avec copie au chef de service. Passé ce délai, les listes seront considérées comme approuvées.

10.3. Toute modification unilatérale apportée aux propositions en matériel et en personnel d'encadrement de l'offre technique, avant et pendant les travaux constitue un motif de résiliation du marché.

Chapitre II : Clauses financières

Article 11 : Garantie et cautions

11.1 Cautionnement définitif

Le cautionnement définitif est fixé à 3 % du montant TTC du marché.

Le cautionnement sera restitué, ou la garantie libérée, dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des travaux, à la suite d'une mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du fournisseur.

11.2. Cautionnement de garantie

La retenue de garantie est fixée à 10% du montant TTC du marché.

La restitution de la retenue de garantie ou du cautionnement sera effectuée dans un délai d'un mois après la réception définitive sur mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage après demande du fournisseur.

Article 12 : Montant du marché

Le montant du présent marché, tel qu'il ressort du détail estimatif ci-joint, est de _____ (en chiffres) _____ (en lettres) francs CFA toutes taxes comprises (TTC) ; soit :

Montant HTVA : _____ (_____) francs CFA

Montant de la TVA : _____ (_____) francs CFA

Le montant du marché calculé dans les conditions prévues à l'article 19 du CCAG, résulte de l'application au montant hors TVA de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Article 13 : Lieu de paiement

13.1. En contrepartie des paiements à effectuer par le maître d'ouvrage au fournisseur, dans les conditions indiquées dans le marché, le fournisseur s'engage par les présentes à exécuter le marché conformément aux dispositions du marché.

13.2. Les paiements s'effectueront au compte ci-après ouvert à :

- Code banque :

- Code guichet :

- N° Compte :

- Clé :

Article 14 : Variation des prix

14.1 Le cocontractant est réputé avoir une parfaite connaissance de toutes les sujétions imposées pour l'exécution des fournitures et de toutes les conditions locales susceptibles d'influer sur cette exécution.

14.2 Les prix sont fermes et non révisables.

Article 15 : Avances

Le Maître d'Ouvrage ne peut accorder d'avance de démarrage.

Article 16 : Paiement

Les factures seront liquidées et payées après livraison des fournitures.

Le Fournisseur s'engage à livrer la fourniture dès notification de l'ordre de service de démarrer au plus tard dans les quarante-cinq (45) jours.

Au vu du procès-verbal de réception provisoire sans réserves, du bordereau de livraison et de la facture définitive, le montant du présent marché sera payé par virement bancaire au compte du fournisseur.

Article 17 : Intérêts moratoires

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état de sommes dues conformément à l'article 88 du décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant code des Marchés publics.

Article 18 : Pénalités de retard

18.1. En cas de retard sur le délai d'exécution prévu à l'article 21 (2) le Fournisseur sera passible d'une pénalité pour retard de :

- a. Un deux millième (1/2000^e) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché.
- b. Un millième (1/1000^e) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

18.2 Le montant cumulé des pénalités de retard est limité à dix pour cent (10%) du montant TTC du marché de base.

Article 19 : Régime fiscal et douanier

Le décret N° 2003/651/PM du 16 avril 2003 définit les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des marchés publics. La fiscalité applicable au présent marché comporte notamment :

- des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux, y compris l'IR qui constitue un précompte sur l'impôt des sociétés ;
- des droits d'enregistrement calculés conformément aux stipulations du code des impôts,
- des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché :
 - ❖ droit et taxes d'entrée sur le territoire camerounais (droits de douanes, TVA, taxe informatique) ;
 - ❖ des droits et taxes communaux ;
 - ❖ des droits et taxes relatifs aux prélèvements des matériaux et d'eau.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que l'entreprise impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous détails des prix hors taxes.

Le prix TTC s'entend TVA incluse.

Article 20 : Timbres et enregistrement des marchés

Sept (07) exemplaires originaux du marché seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais du fournisseur, conformément à la réglementation en vigueur.

Chapitre III : Exécution des prestations

Article 21 : Brevet

Le fournisseur garantira le Maître d'Ouvrage contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque ou de droits de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou de leurs composants.

Article 22 : Lieu et délais de livraison

22.1.Lieu de livraison

Les fournitures, objet du présent marché, seront livrées dans les chefs-lieux des agences régionales de l'ASCNPD.

22.2.Le délai de livraison

Le délai de livraison des fournitures objet du présent marché est de trente (30) jours maximum.

22.3. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer l'exécution des prestations.

Article 23: Rôles et responsabilités du fournisseur

Le fournisseur a pour mission d'assurer la fourniture des biens tels que décrits dans le CCTP ou les ST, sous le contrôle de l'Ingénieur et ce conformément au présent marché et aux règles et normes en vigueur.

Article 24 : Transport et assurances

24.1.Emballage pour le transport

Le Fournisseur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les fournitures proposées soient protégées par un emballage soigné et approprié au transport maritime, aérien, ferroviaire ou routier. Le fournisseur doit faire toute diligence pour réparer tous les dégâts éventuellement occasionnés pendant le transport jusqu'au lieu de livraison.

24.2. Assurance

Les risques de toutes natures pendant le transport jusqu'au lieu de livraison doivent être couverts par une assurance prise par le Fournisseur.

Article 25: Service après-vente et consommables

Le fournisseur devra assurer le service après-vente en cas de besoin.

Chapitre IV : De la réception

Article 26: Documents à fournir avant la réception technique

Le fournisseur devra dans un délai de dix (10) jours au moins avant la réception provisoire transmettre au Maître d'Ouvrage les documents suivants:

- copie de la facture du fournisseur décrivant la fourniture indiquant leurs quantités, leur prix et le montant total ;
- notification de la livraison;

Article 27: Réception des prestations

27.1. Le Fournisseur devra avertir l'Administration dans les meilleurs délais de la date de livraison des fournitures.

Dans les quinze (15) jours qui suivent, l'Administration fixera la date de la réception, et communiquera cette date à tous les intervenants.

27.2. La Commission de réception sera composée des membres suivants:

Le Directeur Général de l'ASCNPD fixera la date de la réception qui sera effectuée en présence du fournisseur par une commission composée comme suit :

1. le Directeur Général ou son Représentant,Président ;
2. l'Ingénieur du marché (MINADER)..... Rapporteur ;
3. le Chef de service du marché (CAR de céans)..... Membre ;
4. le Chef SIGAMP..... Membre ;
5. le Comptable-Matières Membre ;
6. le Prestataire ou son représentant dûment mandaté Membre ;
7. le représentant du MINMAP Observateur.

Le fournisseur est convoqué à la réception par courrier au moins dix (10) jours avant la date de la réception. Il est tenu d'y assister ou de s'y faire représenter.

Il assiste à la réception en qualité d'observateur. Son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de la commission de réception.

La Commission examine le procès-verbal des opérations préalables à la réception et procède à la réception des travaux s'il y a lieu.

La visite de réception fera l'objet du procès-verbal de réception signé sur le champ par les membres de la commission.

Le procès-verbal de réception précise ou fixe la date d'achèvement des prestations.

Article 28: Délai de garantie

La durée de garantie est de dix (10) jours à compter de la date de réception.

Article 29 : Réception définitive

29.1. La réception définitive s'effectuera dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de l'expiration du délai de garantie.

29.2. La réception définitive marque la fin du marché.

Chapitre V : Dispositions diverses

Article 30 : Résiliation du marché

Le marché peut être résilié comme prévu à la section III Titre IV du décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant code des Marchés Publics et également dans les conditions stipulées aux articles 57, 58 et 59 du CCAG, notamment dans l'un des cas de:

- retard de plus de trente (30) jours calendaires dans l'exécution d'un ordre de service ou arrêt injustifié des prestations de plus de soixante (60) jours calendaires;
- retard dans les prestations entraînant des pénalités au-delà de 10 % du montant des prestations;
- refus de la reprise des prestations mal exécutées;
- défaillance du fournisseur;
- non paiement persistant des prestations.

Article 31 : Cas de force majeure

31.1 En cas de force majeure, le Fournisseur ne verra sa responsabilité dérogée que s'il a averti par écrit l'Administration de son intention d'invoquer cette force majeure et ce, avant la fin du vingtième (20^{ème}) jour qui a succédé à l'événement. En tout état de cause, il appartient à l'Administration d'apprécier cette force majeure et les preuves fournies.

31.2 Aux fins de la présente clause le terme "force majeure" désigne un événement échappant au contrôle du Fournisseur et qui n'est pas attribuable à sa faute ou à sa négligence et qui est imprévisible. De tels événements peuvent inclure sans que la liste soit limitative, les actes de l'Administration, soit au titre de la souveraineté de l'Etat, soit au titre du Marché, les guerres et les révolutions, les incendies, les inondations cyclones, les épidémies, les mesures de quarantaine et d'embargo sur le fret, tremblement de terre et autres faits analogues.

31.3 En cas de force majeure, le Fournisseur notifiera rapidement par écrit à l'Administration l'existence de la force majeure et ses motifs. Sauf s'il reçoit des instructions contraires de l'Administration, le Fournisseur continuera à exécuter les obligations qui sont les siennes dans le cadre du marché, et s'efforcera de trouver tout autre moyen raisonnable d'exécuter les obligations entravées par la force majeure.

Article 32 : Différends et litiges

Lorsqu'aucune solution amiable ne peut être apportée au différend, celui-ci est porté devant la juridiction camerounaise compétente, conformément au Code des Marchés en vigueur au Cameroun.

Article 33 : Edition et diffusion du présent marché

Sept (07) exemplaires du présent marché seront édités par les soins du fournisseur et fournis au chef de service.

Article 34 : Entrée en vigueur du marché

Le présent marché ne deviendra définitif qu'après sa signature par le Maître d'Ouvrage. Il entrera en vigueur dès sa notification au fournisseur par ce dernier.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU
DEVELOPPEMENT

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS
AUPRES DE L'ASCNPD



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

NATIONAL CIVIC SERVICE AGENCY FOR PARTICIPATION IN
DEVELOPMENT

INTERNAL PROCUREMENT COMMITTEE

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°005/AONO/ASCNPD/CIPM/2023 DU 16 MAI 2023 POUR :

- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DE L'ADAMAOUA, DU NORD ET DE L'EXTREME-NORD (LOT 1);
 - ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU CENTRE (1&2), DE L'EST ET DU SUD (LOT 2);
 - ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU LITTORAL, DU NORD-OUEST, DE L'OUEST ET DU SUD-OUEST (LOT 3)
- EN PROCEDURE D'URGENCE**

Maître d'Ouvrage : Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement

Autorité contractante : Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement

Délai d'exécution : Vingt (20) jours

Montants prévisionnels :

Treize millions cinq cent mille (13 500 000) FCFA (lot 1)

Dix-huit millions (18 000 000) FCFA (lot 2)

Dix-huit millions (18 000 000) FCFA (lot 3)

Financement : Budget ASCNPD 2023

Imputations : 2023 144 04 320 000 222 817 (lot 1)

2023 144 02 320 000 222 818 (lot 2)

2023 144 02 320 000 222 819 (lot 3)

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Pièce N°5: description de la fourniture

1. Liste des Fournitures et Calendrier de livraison

LOT 1 : ADAMAOUA, NORD et EXTREME-NORD

N°	Description détaillée des fournitures	Spécifications techniques	Qté	Livraison			
				Au + tôt	Au + tard	Délai	Lieu
REGION DE L'ADAMAOUA (01 site)				Vingt (20) jours			CHEFS-LIEUX DES AGENCES REGIONALES DE L'ASCPD
Site du village pionnier de MAYO BADJI							
01	Combinaison pour apiculteur	Combinaison ou équipement de protection individuel en 1 pièce muni d'un casque et des gants pour apiculteur ; couleur bleue ; bandes fluorescentes présentes sur l'ensemble à porter; tailles : L (4), M (10), XL (12), XXL (5), XXXL (4)	35				
02	Fût de stockage	Fût de stockage en plastique à une ouverture; volume ≥220 litres ; forme verticale ; couleur variable	10				
03	Pressoir miel	Pressoir miel en inox	1				
04	Extracteur miel	Extracteur de miel tangentiel ou radiaire ; manuel ou électrique ; capacité ≥100 litres	1				
REGION DU NORD (01 site)							
Site du village pionnier de BIDZAR 1							
01	Egraineuse	Egraineuse automatique de maïs (machine à égrainer le maïs); diesel ou électrique ; capacité de production ≥650 kg/heure ; vitesse de production ≥ 2800/min ; puissance du moteur 220v/50hz ; 2 roues motrices ; transmission à courroie ; adaptable au groupe électrogène ; matière acier inoxydable ;couleur variable	1				
02	Motopompe	Motopompe à essence ; diamètre 50	2				
03	Pulvérisateur	En plastique ; volume réservoir ≥16 litres	10				
04	Engrais	Engrais 20-10-10 ou équivalent	30				
05	Herbicide	Glyphosate herbicide 700/kg bidon 1 litre ou équivalent	240				
REGION DE L'EXTREME-NORD (01 site)							
Site du village pionnier de GAZAWA							
01	Pulvérisateur	En plastique ; volume réservoir ≥ 16 litres	25				
02	Porte tout	Brouette à 2 roues ou "pousse pousse"	24				
03	Herbicide 800SC	Matière active : Diuron 80 g/l ; dose utilisation : 2 litres p.c/ hectare; cible : adventices en pré-levée ; bidon de 20 litres ou herbicide équivalent	8				
04	Engrais foliaire	Engrais organique liquide ; forme huileuse; contient les éléments Azote (N), Phosphore (P) et Potassium (K) ; bidon de 5 litres ou engrais équivalent	5				

LOT 2 : CENTRE, EST et SUD

N°	Description détaillée des fournitures	Spécifications techniques	Qté	Livraison			
				Au + tôt	Au + tard	Délai	Lieu
REGION DU CENTRE (02 sites)				Vingt (20) jours			CHEFS-LIEUX DES AGENCES REGIONALES DE L'ASCPD
Site du village pionnier de KA'A							
01	Tricycle 5 roues	Mototricycle ; 200ZH ; 1 piston ; avec mini benne ; 5 roues	01				
02	Moulin à écraser	Moulin à écraser pour vivres secs et frais ; 2 foyers ; moteur électrique et diesel; transmission poulie-courroie ; matière en fer pour les 2 socles et le châssis ; finition peinture anti-rouille	01				
03	Engrais foliaire	Engrais organique ; forme liquide ; 5 litres	10				
04	Engrais	Engrais organique YARA ou équivalent; forme granulaire ; formule : NPK 21-8-12+ 2MgO-2.75 sac de 50kg	24				
05	Insecticide 90C	Matière active : Imidaclopride 30 g/l + Lambda-Cyhalothrine 60 g/l; classe toxico : III ; cible : mouches des fruits ; dose utilisation : 0,5-0,75 litre p.c/ hectare ; bidon de 5 litres ou insecticide équivalent	21				
Site du village pionnier de NKOMESSEBE							
01	Tricycle 5 roues	Mototricycle ; 200ZH ; 1 piston ; avec mini benne ; 5 roues	01				
02	Tronçonneuse	Tronçonneuse STIHL 180 cm ou équivalent	01				
03	Engrais foliaire	Engrais organique ; forme liquide ; 5 litres	10				
04	Engrais	Engrais organique YARA ou équivalent; forme granulaire ; formule : NPK 21-8-12+ 2MgO-2.75 sac de 50kg	24				
05	Insecticide 90C	Matière active : Imidaclopride 30 g/l + Lambda-Cyhalothrine 60 g/l; classe toxico : III ; cible : mouches des fruits ; dose utilisation : 0,5-0,75 litre p.c/ hectare ; bidon de 5 litres ou insecticide équivalent	21				
REGION DE L'EST (01 site)							
Site du village pionnier de DIMAKO							
01	Tricycle 5 roues	Mototricycle ; 200ZH ; 1 piston ; avec mini benne ; 5 roues	01				
02	Engrais	Engrais organique YARA ou équivalent ; forme granulaire ; formule : NPK 21-8-12+ 2MgO-2.75 sac de 50kg	20				
03	Herbicide 800SC	Matière active : Diuron 80 g/l ; dose utilisation : 2 litres p.c/ hectare; cible : adventices en pré-levée ; bidon de 20 litres ou herbicide équivalent	11				
04	Engrais foliaire	Engrais organique ; forme liquide ; 5 litres	05				
REGION DU SUD (01 site)							
Site du village pionnier de MINKOUMOU-NKOLFITI							
01	Tricycle 5 roues	Mototricycle ; 200ZH ; 1 piston ; avec mini benne ; 5 roues	01				
02	Engrais	Engrais organique YARA ou équivalent; forme granulaire ; formule : NPK 21-8-12+ 2MgO-2.75 sac de 50kg	20				
03	Herbicide 800SC	Matière active : Diuron 80 g/l ; dose utilisation : 2 litres p.c/ hectare; cible : adventices en pré-levée ; bidon de 20 litres ou herbicide équivalent	11				
04	Engrais foliaire	Engrais organique ; forme liquide ; 5 litres	05				

LOT 3 : LITTORAL, NORD-OUEST, OUEST et SUD-OUEST

N°	Description détaillée des fournitures	Spécifications techniques	Qté	Livraison			
				Au + tôt	Au + tard	Délai	Lieu
REGION DU LITTORAL (01 site)				Vingt (20) jours			CHEFS- LIEUX DES AGENCES REGIONALES DE L'ASCNPD
Site du village pionnier de POUT-TOB/LOGBADJECK							
01	Tronçonneuse	Tronçonneuse STIHL 070 ou équivalent	01				
02	Atomiseur	Atomiseur STIHL ou équivalent	01				
03	Pulvérisateur	En plastique ; volume réservoir ≥ 16 litres	05				
04	Lime	Lime pour machette	50				
05	Gants	Gants en cuir, 1 paire	50				
06	Machette	Lame en acier ; forme courbe ; longueur : 55 à 65 cm ; manche en bois ; modèle crocodile ou martindale	50				
07	Botte	Chaussure botte en paire ; PCV	50				
08	Tenue de travail	Tenue de travail en 2 pièces (pantalon et chemise) ; couleur bleue ; floquée au logo de l'ASCNPD ; présence de bandes fluorescentes ; tailles : L (10), M (12), XL (13), XXL (10), XXXL (5)	50				
REGION DU NORD-OUEST (01 site)							
Site du village pionnier de MBOH							
01	Cubiteinaire	Réservoir de stockage d'eau à une ouverture en plastique ; volume ≥5 000 litres ; forme horizontale ou verticale ; couleur variable	2				
02	Porte tout	Brouette à 2 roues ou "pousse pousse"	8				
03	Proviendes porc croissance	Proviende porc croissance sac de 50 kg	100				
04	Proviendes porc porcelet	Proviende porcelet croissance sac de 50 Kg	60				

REGION DE L'OUEST (01 site)							
Site du village pionnier de BANKOUOP							
01	Machette	Lame en acier ; forme courbe ; longueur : 55 à 65 cm ; manche en bois ; modèle crocodile ou martindale	45				
02	Pulvérisateur	En plastique ; volume réservoir ≥ 16 litres	10				
03	Motopompe	Motopompe à essence ; diamètre 50	1				
04	Engrais	Engrais organique YARA ou équivalent; forme granulaire ; formule : NPK 21-8-12+ 2MgO-2.75 sac de 50kg	30				
05	Insecticide 90EC	Matière active : Imidaclopride 30 g/l + Lambda-Cyhalothrine 60 g/l; classe toxico : III ; cible : mouches des fruits ; dose utilisation : 0,5-0,75 litre p.c/ hectare ; bidon de 5 litres ou insecticide équivalent	12				
06	Herbicide 800SC	Matière active : Diuron 80 g/l ; dose utilisation : 2 litres p.c/ hectare; cible : adventices en pré-levée ; bidon de 20 litres ou herbicide équivalent	7				
07	Fongicide 720SC	Matière active : Chlorothalonil 72 g/l; classe toxico : III ; cible : cercosporiose; dose utilisation : 1L p.c/ hectare ; bidon de 5 litres ou fongicide équivalent	25				
REGION DU SUD-OUEST (01 site)							
Site du village pionnier de BOKWAONGO							
01	Cubiteinaire	Réservoir de stockage d'eau à une ouverture en plastique ; volume ≥5 000 litres ; forme horizontale ou verticale ; couleur variable	2				
02	Porte tout	Brouette à 2 roues ou "pousse pousse"	8				
03	Proviendes porc croissance	Proviende porc croissance sac de 50 kg	100				
04	Proviendes porc porcelet	Proviende porcelet croissance sac de 50 Kg	60				

2. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

LOT 1 : ADAMAOUA, NORD et EXTREME-NORD

N°	DESCRIPTION DETAILLEE DES FOURNITURES	QTE	PU	PROPOSITION DU SOUSMISSIONNAIRE
	REGION DE L'ADAMAOUA (01 site)			
	Site du village pionnier de MAYO BADJI			
01	Combinaison pour apiculteur	35		
02	Fût de stockage	10		
03	Pressoir miel	1		
04	Extracteur miel	1		
Sous-total 1				
	REGION DU NORD (01 site)			
	Site du village pionnier de BIDZAR 1			
01	Egraineuse	1		
02	Motopompe	2		
03	Pulvérisateur	10		
04	Engrais	30		
05	Herbicide	240		
Sous-total 2				
	REGION DE L'EXTREME-NORD (01 site)			
	Site du village pionnier de GAZAWA			
01	Pulvérisateur	25		
02	Porte tout	24		
03	Herbicide 800SC	8		
04	Engrais foliaire	5		
Sous-total 3				

LOT 2 : CENTRE, SUD et EST

N°	DESCRIPTION DETAILLEE DES FOURNITURES	QTE	PU	PROPOSITION DU SOUMISSIONNAIRE
	REGION DU CENTRE (02 sites)			
	Site du village pionnier de KA'A			
01	Tricycle 5 roues	1		
02	Moulin à écraser	1		
02	Engrais	10		
03	Herbicide 800SC	24		
04	Engrais foliaire	21		
Sous-total 1				
	Site du village pionnier de NKOMESSEBE			
01	Tricycle 5 roues	1		
02	Tronçonneuse	1		
03	Engrais foliaire	10		
04	Engrais	24		
05	Insecticide 90C	21		
Sous-total 2				
	REGION DE L'EST (01 site)			
	Site du village pionnier de DIMAKO			
01	Tricycle 5 roues	1		
02	Engrais	20		
03	Herbicide 800SC	11		
04	Engrais foliaire	5		
Sous-total 3				
	REGION DU SUD (01 site)			
	Site du village pionnier de MINKOUMOU-NKOLFITI			
01	Tricycle 5 roues	1		
02	Engrais	20		
03	Herbicide 800SC	11		
04	Engrais foliaire	5		
Sous-total 4				

LOT 3 : LITTORAL, NORD-OUEST, OUEST et SUD-OUEST.

N°	DESCRIPTION DETAILLEE DES FOURNITURES	QTE	PU	PROPOSITION DU SOUSMISSIONNAIRE
	REGION DU LITTORAL (01 site)			
	Site du village pionnier de POT-TOB/LOGBADJECK			
01	Tronçonneuse	01		
02	Atomiseur	01		
03	Pulvérisateur	05		
04	Lime	50		
05	Gant en cuir	50		
06	Machette	50		
07	Botte	50		
08	Tenue de travail	50		
Sous-total 1				
	REGION DU NORD-OUEST (01 site)			
	Site du village pionnier de MBOH			
01	Cubiteinaire	2		
02	Porte tout	8		
03	Proviendes porc croissance	100		
04	Proviendes porc porcelet	60		
Sous-total 2				
	REGION DE L'OUEST (01 site)			
	Site du village pionnier de BANKOUOP			
01	Machette	45		
02	Pulvérisateur	10		
03	Motopompe	1		
04	Engrais	30		
05	Insecticide 90C	12		
06	Herbicide 800SC	7		
07	Fongicide 720SC	25		
Sous-total 3				
	REGION DU SUD-OUEST (01 site)			
	Site du village pionnier de BOKWAOUNGO			
01	Cubiteinaire	2		
02	Porte tout	8		
03	Proviendes porc croissance	100		
04	Proviendes porc porcelet	60		
Sous-total 4				

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU
DEVELOPPEMENT

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS
AUPRES DE L'ASCNPD



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

NATIONAL CIVIC SERVICE AGENCY FOR PARTICIPATION IN
DEVELOPMENT

INTERNAL PROCUREMENT COMMITTEE

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°005/AONO/ASCNPD/CIPM/2023 DU 16 MAI 2023

POUR :

- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DE L'ADAMAOUA, DU NORD ET DE L'EXTREME-NORD (LOT 1);
- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU CENTRE (1&2), DE L'EST ET DU SUD (LOT 2);
- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU LITTORAL, DU NORD-OUEST, DE L'OUEST ET DU SUD-OUEST (LOT 3)

EN PROCEDURE D'URGENCE

Maître d'Ouvrage : Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement

Autorité contractante : Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement

Délai d'exécution : Vingt (20) jours

Montants prévisionnels :

Treize millions cinq cent mille (13 500 000) FCFA (lot 1)

Dix-huit millions (18 000 000) FCFA (lot 2)

Dix-huit millions (18 000 000) FCFA (lot 3)

Financement : Budget ASCNPD 2023

Imputations : 2023 144 04 320 000 222 817 (lot 1)

2023 144 02 320 000 222 818 (lot 2)

2023 144 02 320 000 222 819 (lot 3)

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Pièce N°6: cadre du sous détail du prix

CADRE DU SOUS DETAIL DES PRIX UNITAIRES

LOT 1 : ADAMAOUA, NORD et EXTREME-NORD

N°	Désignation	Coût d'Achat	Transport	Coût Commande	Frais de livraison	Marge	Prix Unitaire HTVA
	REGION DE L'ADAMAOUA (01 site)						
	Site du village pionnier de MAYO BADJI						
01							
02							
03							
04							
	REGION DU NORD (01 site)						
	Site du village pionnier de BIDZAR 1						
01							
02							
03							
04							
05							
	REGION DE L'EXTREME-NORD (01 site)						
	Site du village pionnier de GAZAWA						
01	Pulvérisateur						
02	Porte tout						
03	Herbicide 800SC 201						
04	Engrais foliaire						

Nom du Soumissionnaire..... *[Insérer le nom du Soumissionnaire]*

Signature..... *[Insérer la signature],*

Date*[insérer la date]*

LOT 2 : CENTRE, EST et SUD

N°	Désignation	Cout d'Achat	Transport	Coût Commande	Frais de livraison	Marge	Prix Unitaire HTVA
	REGION DU CENTRE (02 sites)						
	Site du village pionnier de KA'A						
01							
02							
03							
04							
	Site du village pionnier de NKOMESSEBE						
01							
02							
03							
04							
05							

	REGION DE L'EST (01 site)						
	Site du village pionnier de DIMAKO						
01							
02							
03							
04							
	REGION DU SUD (01 site)						
	Site du village pionnier de MINKOUMOU-NKOLFITI						
01							
02							
03							
04							

Nom du Soumissionnaire..... [Insérer le nom du Soumissionnaire]

Signature..... [Insérer la signature],

Date[insérer la date]

LOT 3 : LITTORAL, NORD-OUEST, OUEST et SUD-OUEST.

N°	Désignation	Cout d'Achat	Transport	Coût Commande	Frais de livraison	Marge	Prix Unitaire HTVA
	REGION DU LITTORAL (01 site)						
	Site du village pionnier de POUT-TOB/LOGBADJECK						
01							
02							
03							
04							
05							
06							
07							
08							
	REGION DU NORD-OUEST (01 site)						
	Site du village pionnier de MBOH						
01							
02							
03							
04							
	REGION DE L'OUEST (01 site)						
	Site du village pionnier de BANKOUOP						
01							
02							
03							
04							
05							
06							
07							
	REGION DU SUD-OUEST (01 site)						
	Site du village pionnier de BOKWAONGO						
01							
02							
03							
04							

Nom du Soumissionnaire..... [Insérer le nom du Soumissionnaire]

Signature..... [Insérer la signature],

Date[insérer la date]

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU
DEVELOPPEMENT

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS
AUPRES DE L'ASCNPD



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

NATIONAL CIVIC SERVICE AGENCY FOR PARTICIPATION IN
DEVELOPMENT

INTERNAL PROCUREMENT COMMITTEE

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°005/AONO/ASCNPD/CIPM/2023 DU 16 MAI 2023

POUR :

- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DE L'ADAMAOUA, DU NORD ET DE L'EXTREME-NORD (LOT 1);
- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU CENTRE (1&2), DE L'EST ET DU SUD (LOT 2);
- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU LITTORAL, DU NORD-UEST, DE L'UEST ET DU SUD-UEST (LOT 3)

EN PROCEDURE D'URGENCE

Maître d'Ouvrage : Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement

Autorité contractante : Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement

Délai d'exécution : Vingt (20) jours

Montants prévisionnels :

Treize millions cinq cent mille (13 500 000) FCFA (lot 1)

Dix-huit millions (18 000 000) FCFA (lot 2)

Dix-huit millions (18 000 000) FCFA (lot 3)

Financement : Budget ASCNPD 2023

Imputations : 2023 144 04 320 000 222 817 (lot 1)

2023 144 02 320 000 222 818 (lot 2)

2023 144 02 320 000 222 819 (lot 3)

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Pièce N°7: cadre du Bordereau des prix unitaires

Bordereau des prix unitaires

LOT 1 : ADAMAOUA, NORD et EXTREME-NORD

N°	Libellé ou désignation	Unité	Prix Unitaires en toutes lettres HTVA	Prix Unitaires en chiffre HTVA
	REGION DE L'ADAMAOUA (01 site)			
	Site du village pionnier de MAYO BADJI			
01				
02				
03				
04				
	REGION DU NORD (01 site)			
	Site du village pionnier de BIDZAR 1			
01				
02				
03				
04				
05				
	REGION DE L'EXTREME-NORD (01 site)			
	Site du village pionnier de GAZAWA			
01	Pulvérisateur	U		
02	Porte tout	U		
03	Herbicide 800SC 201	U		
04	Engrais foliaire	U		

Nom du Soumissionnaire. _____ [insérer le nom du Soumissionnaire]

Signature..... (Insérer la signature),

Date.....(Insérer la signature)

LOT 2 : CENTRE, EST et SUD

N°	Libellé ou désignation	Unité	Prix Unitaires en toutes lettres HTVA	Prix Unitaires en chiffre HTVA
	REGION DU CENTRE (02 sites)			
	Site du village pionnier de KA'A			
01				
02				
03				
04				
	Site du village pionnier de NKOMESSEBE			
01				
02				
03				
04				
05				

	REGION DE L'EST (01 site)			
	Site du village pionnier de DIMAKO			
01				
02				
03				
04				
	REGION DU SUD (01 site)			
	Site du village pionnier de MINKOUMOU-NKOLFITI			
01				
02				
03				
04				

Nom du Soumissionnaire..... [insérer le nom du Soumissionnaire]

Signature.....(Insérer la signature),

Date..... (Insérer la signature)

LOT 3 : LITTORAL, NORD-OUEST, OUEST et SUD-OUEST.

N°	Libellé ou désignation	Unité	Prix Unitaires en toutes lettres HTVA	Prix Unitaires en chiffre HTVA
	REGION DU LITTORAL (01 site)			
	Site du village pionnier de POT-TOB/LOGBADJECK			
01				
02				
03				
04				
05				
06				
07				
08				
	REGION DU NORD-OUEST (01 site)			
	Site du village pionnier de MBOH			
01				
02				
03				
04				
	REGION DE L'OUEST (01 site)			
	Site du village pionnier de BANKOUOP			
01				
02				
03				
04				
05				
06				
07				

	REGION DU SUD-OUEST (01 site)			
	Site du village pionnier de BOKWAONGO			
01				
02				
03				
04				

Nom du Soumissionnaire. _____ *[insérer le nom du Soumissionnaire]*

Signature..... (Insérer la signature),

Date.....(Insérer la signature)

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU
DEVELOPPEMENT

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS
AUPRES DE L'ASCNPD



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

NATIONAL CIVIC SERVICE AGENCY FOR PARTICIPATION IN
DEVELOPMENT

INTERNAL PROCUREMENT COMMITTEE

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°005/AONO/ASCNPD/CIPM/2023 DU 16 MAI 2023

POUR :

- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DE L'ADAMAOUA, DU NORD ET DE L'EXTREME-NORD (LOT 1);
- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU CENTRE (1&2), DE L'EST ET DU SUD (LOT 2);
- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU LITTORAL, DU NORD-OUEST, DE L'OUEST ET DU SUD-OUEST (LOT 3)

EN PROCEDURE D'URGENCE

Maître d'Ouvrage : Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement

Autorité contractante : Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement

Délai d'exécution : Vingt (20) jours

Montants prévisionnels :

Treize millions cinq cent mille (13 500 000) FCFA (lot 1)

Dix-huit millions (18 000 000) FCFA (lot 2)

Dix-huit millions (18 000 000) FCFA (lot 3)

Financement : Budget ASCNPD 2023

Imputations : 2023 144 04 320 000 222 817 (lot 1)

2023 144 02 320 000 222 818 (lot 2)

2023 144 02 320 000 222 819 (lot 3)

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Pièce N°8: cadre du Détail estimatif et quantitatif

Détail estimatif et quantitatif

LOT 1 : ADAMAOUA, NORD et EXTREME-NORD

N°	REFERENCE	DESIGNATION	QTE	PU	PT HTVA
	REGION DE L'ADAMAOUA (01 site)				
	Site du village pionnier de MAYO BADJI				
01					
02					
03					
04					
	REGION DU NORD (01 site)				
	Site du village pionnier de BIDZAR 1				
01					
02					
03					
04					
05					
	REGION DE L'EXTREME-NORD (01 site)				
	Site du village pionnier de GAZAWA				
01					
02					
03					
04					
TOTAL HTVA					
TVA (19,25 %)					
AIR (5,5 % ou 2,2 %)					
Total TTC					

Nom du Soumissionnaire..... *[Insérer le nom du Soumissionnaire]*

Signature..... *[Insérer la signature]*,

Date*[insérer la date]*

LOT 2 : CENTRE, EST et SUD

N°	REFERENCE	DESIGNATION	QTE	PU	PT HTVA
	REGION DU CENTRE (02 sites)				
	Site du village pionnier de KA'A				
01					
02					
03					
04					
	Site du village pionnier de NKOMESSEBE				
01					
02					
03					
04					
05					

	REGION DE L'EST (01 site)				
	Site du village pionnier de DIMAKO				
01					
02					
03					
04					
	REGION DU SUD (01 site)				
	Site du village pionnier de MINKOUMOU-NKOLFITI				
01					
02					
03					
04					
TOTAL HTVA					
TVA (19,25 %)					
AIR (5,5 % ou 2,2 %)					
Total TTC					

Nom du Soumissionnaire..... [Insérer le nom du Soumissionnaire]

Signature..... [Insérer la signature],

Date[insérer la date]

LOT 3 : LITTORAL, NORD-OUEST, OUEST et SUD-OUEST.

N°	REFERENCE	DESIGNATION	QTE	PU	PT HTVA
	REGION DU LITTORAL (01 site)				
	Site du village pionnier de POUT-TOB/LOGBADJECK				
01					
02					
03					
04					
05					
06					
07					
08					
	REGION DU NORD-OUEST (01 site)				
	Site du village pionnier de MBOH				
01					
02					
03					
04					
	REGION DE L'OUEST (01 site)				
	Site du village pionnier de BANKOUOP				
01					
02					
03					
04					
05					
06					
07					

	REGION DU SUD-OUEST (01 site)				
	Site du village pionnier de BOKWAONGO				
01					
02					
03					
04					
TOTAL HTVA					
TVA (19,25 %)					
AIR (5,5 % ou 2,2 %)					
Total TTC					

Nom du Soumissionnaire..... *[Insérer le nom du Soumissionnaire]*

Signature..... *[Insérer la signature],*

Date*[insérer la date]*

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU
DEVELOPPEMENT

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS
AUPRES DE L'ASCPND



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

NATIONAL CIVIC SERVICE AGENCY FOR PARTICIPATION IN
DEVELOPMENT

INTERNAL PROCUREMENT COMMITTEE

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°005/AONO/ASCPND/CIPM/2023 DU 16 MAI 2023

POUR :

- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DE L'ADAMAOUA, DU NORD ET DE L'EXTREME-NORD (LOT 1);
- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU CENTRE (1&2), DE L'EST ET DU SUD (LOT 2);
- ACQUISITION DU MATERIEL D'INSTALLATION DES VOLONTAIRES DES REGIONS DU LITTORAL, DU NORD-OUEST, DE L'OUEST ET DU SUD-OUEST (LOT 3)

EN PROCEDURE D'URGENCE

Maître d'Ouvrage : Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement

Autorité contractante : Directeur Général de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement

Délai d'exécution : Vingt (20) jours

Montants prévisionnels :

Treize millions cinq cent mille (13 500 000) FCFA (lot 1)

Dix-huit millions (18 000 000) FCFA (lot 2)

Dix-huit millions (18 000 000) FCFA (lot 3)

Financement : Budget ASCPND 2023

Imputations : 2023 144 04 320 000 222 817 (lot 1)

2023 144 02 320 000 222 818 (lot 2)

2023 144 02 320 000 222 819 (lot 3)

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Pièce N°9: Modèles de pièces

Sommaire

Annexe n° 1 :Modèle de soumission

Annexe n° 2 :Modèle de caution de soumission.

Annexe n° 3 :Modèle de cautionnement définitif.

Annexe n° 4 :Modèle de caution d'avance de démarrage.

Annexe n° 5 :Modèle de caution de retenue de garantie.

Annexe n° 6 :Modèle d'autorisation du fabricant.

Annexe n° 7 :Liste des établissements bancaires et organismes financiers autorisés.

Annexe n° 8 :Modèle de Marché.

Annexe n° 9 :Grille d'évaluation.

Annexe n° 1 : Modèle de soumission

Je soussigné,[indiquer le nom et la qualité du signataire) représentant la société, l'entreprise ou le groupement).....dont le siège social est à inscrite au registre du commerce de sous le n°.....

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées au dossier d'Appel d'Offres y compris les additifs

N°..... [Rappeler l'objet de l'appel d'offres]

- Me soumetts et m'engage à livrer les fournitures conformément au dossier d'Appel d'Offres, moyennant les prix que j'ai établi moi-même sur la base des bordereaux de prix et quantités, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre à

..... [en chiffres et en lettres) francs Cfa Hors TVA, et à

francs CFA Toutes Taxes Comprises. [en chiffres et en lettres)

- M'engage à livrer les fournitures dans un délai dejours

- M'engage en outre à maintenir mon offre dans le délai jours [indiquer la durée de validité, en principe 90 jours) à compter de la date limite de remise des offres.

Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants:

.....
.....

L'Administration se libérera des sommes dues par elle au titre du présent marché en faisant donner crédit au compte n°.....ouvert au nom de..... auprès de la banque..... Agence de

Avant signature du marché, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

Fait àle.....

Signature de.....

en qualité de

dûment autorisé à signer les soumissions
pour et au nom de

Annexe n° 2 : Modèle de caution de soumission

Adressée à *[indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse]*, « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que le Fournisseurci-dessous désignée « le soumissionnaire », a soumis son offre en date dupour *[rappeler l'objet de l'appel d'offres]*, ci-dessous désignée « l'offre », et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalant à *[indiquer le montant]* francs CFA,

Nous *[nom et adresse de la banque]*, représentée par*[noms des signataires]*, ci-dessous désignée « la banque », déclarons garantir le paiement au Maître d'Ouvrage de la somme maximale de *[indiquer le montant]* Francs CFA, que la banque s'engage à régler intégralement au Maître d'Ouvrage, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes:

Si le soumissionnaire retire l'offre pendant la période de validité spécifiée par lui sur l'acte de soumission ;

ou

Si le soumissionnaire, s'étant vu notifier l'attribution du marché par le Maître d'Ouvrage pendant la période de validité:

- Manque à signer ou refuse de signer le marché, alors qu'il est requis de le faire;
- Manque à fournir ou refuse de fournir le cautionnement définitif du marché (cautionnement définitif), comme prévu dans celui-ci.

Nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que le Maître d'Ouvrage soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande le Maître d'Ouvrage notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux, sont remplies, et qu'il spécifiera quelle(s) condition(s) a (ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par le Maître d'Ouvrage pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande du Maître d'Ouvrage tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

*Signé et authentifié par la banque
à, le*

[Signature de la banque]

Annexe n° 3 : Modèle de cautionnement définitif

Banque:

Référence de la Caution: N°.....

Adressée à *[indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse]* Cameroun, ci-dessous désigné " le Maître d'Ouvrage »

Attendu que *[nom et adresse du fournisseur]*, ci-dessous désigné « le Fournisseur », s'est engagé, en exécution du marché désigné « le marché », à réaliser *[indiquer la nature des travaux]*

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que le Fournisseur remettra au Maître d'Ouvrage un cautionnement définitif, d'un montant égal à *[indiquer le pourcentage compris entre 2 et 5 %]* du montant de la tranche du marché correspondante, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du marché,

Attendu que nous avons convenu de donner au Fournisseur ce cautionnement,

Nous..... *[nom et adresse de banque]*,

représentée par..... *[noms des signataires]*,

ci-dessous désignée « la banque », nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Fournisseur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme *[en chiffres et en lettres]*.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif entre en vigueur dès sa signature et dès notification au Fournisseur, par le Maître d'Ouvrage, de l'approbation du marché. Elle sera libérée dans un délai de *[indiquer le délai]* à compter de la date de réception provisoire des travaux.

Après cette date, la caution deviendra sans objet et devra nous être retournée sans demande expresse de notre part.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

à le.....

Annexe n° 4 : Modèle de caution d'avance de démarrage

Banque: référence, adresse.....

Nous soussignés (banque, adresse), déclarons par la présente garantir, pour le compte de.
..... *[le titulaire]*, au profit de

Maître d'Ouvrage

[Adresse du Maître d'Ouvrage] (« le bénéficiaire»)

Le paiement, sans contestation et dès réception de la première demande écrite du bénéficiaire, déclarant que.....*[le titulaire]* ne s'est pas acquitté de ses obligations, relatives au remboursement de l'avance de démarrage selon les conditions du marchédu..... relatif aux travaux *[indiquer l'objet des travaux, les références de l'appel d'offres et le lot, éventuellement]*, de la somme totale maximum correspondant à l'avance *[trente (30) %]* du montant Toutes Taxes Comprises du marché na, payable dès la notification de l'ordre de service correspondant, soit :.....francs CFA

La présente garantie entrera en vigueur et prendra effet dès réception des parts respectives de cette avance sur les comptes de*[le titulaire]* ouverts auprès de la banque

..... sous le n°.....

Elle restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance conformément à la procédure fixée par le CCAP. Toutefois, le montant de la caution sera réduit proportionnellement au remboursement de l'avance au fur et à mesure de son remboursement.

La loi et la juridiction applicables à la garantie sont celles de la République du Cameroun.

Signé et authentifié par la banque

à.....*le*.....

[Signature de la banque]

Annexe n° 5 : Modèle de caution de retenue de garantie

Banque :
Référence de la Caution: N°
Adressée *[indiquer le Maître d'Ouvrage]*
[Adresse du Maître d'Ouvrage]
ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que *[nom et adresse du fournisseur]*,
Ci-dessous désigné « le Fournisseur », s'est engagé, en exécution du marché, à réaliser les travaux
de *[indiquer l'objet des travaux]*

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que la retenue de garantie fixée à *[pourcentage inférieur à 10% à préciser]* du montant du marché peut être remplacée par une caution solidaire,
Attendu que nous avons convenu de donner au Fournisseur cette caution,
Nous, *(nom adresse de banque)*
représentée par
[Noms des signataires], et ci-dessous désignée « la banque »,

Dès lors, nous affirmons par les présentes que nous nous portons garants et responsables à l'égard
du Maître d'Ouvrage, au nom du Fournisseur, pour un montant maximum de-..... *[En chiffres et en lettres]*, correspondant à *[pourcentage inférieur à 10% à préciser]* du montant du
marché (10)

[Nom et adresse de banque],
Et nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08)
semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Fournisseur n'a pas satisfait à ses
engagements contractuels ou qu'il se trouve débiteur du Maître d'Ouvrage au titre du marché
modifié le cas échéant par ses avenants, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de
contestation pour quelque motif que ce soit, toute (s) somme (s) dans les limites du montant égal à
[pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant cumulé des travaux figurant dans le décompte
définitif, sans que le Maître d'Ouvrage ait à prouver ou à donner les raisons ni le motif de sa
demande du montant de la somme indiquée ci-dessus.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous
libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu de la présente garantie et nous
dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

La présente garantie entre en vigueur dès sa signature. Elle sera libérée dans un délai de trente (30)
jours à compter de la date de réception définitive des travaux, et sur mainlevée délivrée par le
Maître d'Ouvrage.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra
être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période
de validité du présent engagement.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les
tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent
engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque
à le

Annexe n° 6 : Modèle d'autorisation du fabricant

[Le Soumissionnaire exige du Fabricant qu'il prépare cette lettre conformément aux indications entre crochets. Cette lettre d'autorisation doit être à l'en tête du Fabricant et doit être signée par une personne dûment habilitée à signer des documents qui engagent le Fabricant. Le Soumissionnaire inclut cette lettre dans son offre, si exigé dans les DPAO]

Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*

AO N° _____ du _____: *[insérer les références de l'Appel d'Offres]*

Variante N°. : *[insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante)*

A: *[insérer nom complet du Maître d'Ouvrage]*

Attendu que:

[insérer le nom complet du Fabricant] sommes fabricant réputé de *[indiquer les fournitures produites]* ayant nos usines *[indiquer adresse complète de l'usine]*

Nous autorisons par la présente *[indiquer le nom complet du soumissionnaire]* à présenter une offre, et à éventuellement signer un marché avec vous pour l'Appel d'Offres No *[insérer les références de l'Appel d'Offres]* pour ces fournitures fabriquées par nous.

Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants conformément au DAO pour les fournitures offertes ci-dessus pour cet Appel d'Offres.

Nom *[insérer le nom complet de la personne signataire de l'autorisation]* En tant que *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature [insérer la signature]

*Dûment habilité à signer l'habilitation pour et au nom de
[insérer le nom complet du Fabricant]*

*En date dujour de
[Insérer la date de signature]*

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU
DEVELOPPEMENT

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS
AUPRES DE L'ASCNPD



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

NATIONAL CIVIC SERVICE AGENCY FOR PARTICIPATION IN
DEVELOPMENT

INTERNAL PROCUREMENT COMMITTEE

LETTRE-COMMANDE N° _____/LC/ASCNPD/DG/SIGAMP/2023

Passée après AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° _____/AONO/ASCNPD/CIPM/2023 DU _____

pour :

TITULAIRE : [indiquer le titulaire et son adresse complète]

B.P: _____ à _____, Tél _____ Fax: _____

N°R.C: _____ à _____

N° Contribuable: _____

OBJET :

LIEU DE LIVRAISON : _____

MONTANTS EN FCFA :

TTC	
HTVA	
T.V.A (19.25 %)	
AIR (5,5% ou 2,2%)	
Net à mandater	

DELAI DE LIVRAISON : [A compléter en jours, semaines, mois ou années]

FINANCEMENT: _____

IMPUTATION : _____

SOUSCRITE, LE

SIGNEE, LE

NOTIFIEE, LE

ENREGISTREE LE

PAGE _____ ET DERNIERE DE LA LETTRE-COMMANDE N°.../
LC/ASCNPD/DG/SIGAMP/2023

DU _____ PASSEE APRES APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AVEC LA SOCIETE : (Raison sociale et adresse de l'Entreprise)

.....
POUR

.....
..... (LOT N°.....)

A L'AGENCE DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL DE PARTICIPATION AU
DEVELOPPEMENT

MONTANT DE LA LETTRE-COMMANDE : .(En chiffres)..... FCFA TTC
(..(En lettres)
FRANCS CFA TOUTES TAXES COMPRISES)

DELAI DE LIVRAISON :

LUE ET ACCEPTEE

LE FOURNISSEUR

Yaoundé, le

SIGNEE LE DIRECTEUR GENERAL DE L'ASCNPD

Yaoundé, le

Annexe n° 7 : Liste des établissements bancaires et organismes financiers autorisés.

Liste des établissements bancaires et organismes financiers de 1^{er} ordre autorisés à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics

BANQUES

- Société Générale Cameroun (SGC)
- Banque Internationale du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit (BICEC)
- Société Commerciale de Banques au Cameroun (SCB-CA)
- Standard Chartered Bank of Cameroun (SCBC)
- Afriland First Bank (AFB)
- Banque Atlantique du Cameroun (BAC)
- Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFI BANK)
- Ecobank Cameroon (EBC)
- City Bank Cameroon (CITIGROUP)
- Commercial Bank of Cameroon (CBC)
- Union Bank of Cameroon (UBC)
- National Financial Credit Bank (NFC Bank)
- United Bank for Africa (UBA)
- Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME)
- Bank of Africa Cameroun (BOA Cameroun)
- CCA (Crédit Communautaire d'Afrique)
- Vision Finances

ASSURANCES

- Chanas Assurances
- Activa Assurances
- Zenithe Insurance
- AREA
- Atlantique Assurances
- Beneficial General Insurance
- CPA
- NSIA Assurances
- SAAR
- Saham Assurances
- PRO ASSUR

Principaux critères de sélection

Critères éliminatoires

- absence de caution de soumission à l'ouverture des offres ;
- fausse(s) déclaration(s) ou pièce falsifiée(s) ;
- non-conformité d'une pièce administrative après 48 h accordées par la CIPM pour se conformer ;
- absence d'un prix unitaire quantifié ;
- non-satisfaction d'au moins **8/10** avis favorables pour les critères essentiels ;
- non satisfaction des spécifications techniques minimales requises par le DAO ;
- non-respect des caractéristiques techniques des engrais, insecticides, herbicides et fongicides ;
- absence d'homologation des produits phytosanitaires en cours de validité délivrée par le MINADER ;
- Absence d'une déclaration sur l'honneur attestant que l'entreprise n'a abandonné aucun contrat lié à la commande publique (Lettre Commande ou Marché) au cours des trois (03) dernières années et qu'elle ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministre des Marchés Publics.

Critères essentiels

- présentation générale de l'offre (reliure, pièces rangées dans l'ordre avec les intercalaires en couleur y compris dans les copies) ;
- prospectus en couleur des fournitures proposées par le soumissionnaire ;
- service après-vente ;
- certificat de garantie ;
- spécifications techniques du matériel proposé ;
- expériences générales (faire la preuve d'avoir exercé au moins cinq (05) ans dans la fourniture des biens;
- expériences spécifiques (au moins une (01) prestation similaire réalisée durant les trois (03) dernières années par le soumissionnaire);
- planning et délai de livraison ;
- preuves d'acceptation des conditions du marché (Copies du CCAP, des spécifications techniques des fournitures sollicitées et du projet de marché, complétées, paraphées à chaque page, signées, cachetées et datées à la dernière page, avec la mention « lu et approuvé » ;
- attestation de capacité financière d'au moins **sept millions (7 000 000) pour le lot 1, neuf millions (9 000 000) pour le lot 2 et neuf millions (9 000 000) pour le lot 3** délivrée par un établissement bancaire de premier ordre.

GRILLE D'EVALUATION

ENTREPRISE :		Oui	Non	Observations
1-Présentation générale de l'offre				
1-01	Disposition suivant les prescriptions du DAO			
1-02	Présence d'intercalaires couleur y compris dans les copies			
1-02	Pages lisibles et claires			
2-Prospectus en couleur des fournitures proposées par le soumissionnaire				
3-Existence d'un service après-vente				
4-Existence de certificat de garantie				
5-Références générales du soumissionnaire				
6-Références spécifiques du soumissionnaire				
7- Chronogramme et délai de livraison				
7-01	Planning de livraison			
7-02	Délai de livraison			
8- Preuves d'acceptation des clauses du marché (CCAP et CCTP)				
8-01	Copiés et remplis			
8-02	Paraphées à chaque page, signées, cachetées et datées à la dernière page, avec la mention « lu et approuvé »			
9- Spécifications techniques du matériel proposé				
9-01	Copiés et remplis			
9-02	Paraphées à chaque page, signées, cachetées et datées à la dernière page, avec la mention « lu et approuvé »			
10- Projet de marché				
10-1	Copiés et remplis			
10-2	Paraphées à chaque page, signées, cachetées et datées à la dernière page, avec la mention « lu et approuvé »			
NOTE GENERALE				

N.B : pour valider un critère, il faudra valider tous les sous-critères.